

PCF

Parti
Communiste
Français



L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 20 octobre au 2 novembre 2014 – n°161**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Les réformateurs ringards Par Maud Vergnol

Il y aurait donc d'un côté les « modernes » Valls, Sapin et autres Macron, réformateurs au sourire impeccable. Ceux qui n'ont pas peur d'user les semelles de leurs chaussures Louboutin à arpenter les couloirs de Bruxelles pour leur « opération séduction », nous dit-on.

Et de l'autre, la « vieille gauche », « la gauche archaïque », celle des « sans-dents » et des « illettrés », celle qui ose croire encore au progrès social et qui refuse le grand bond en arrière.

Pourtant, ceux qui se présentent comme les chantres de la modernité prennent la route de l'histoire en sens inverse. L'incurie du gouvernement face au chômage de masse en est l'illustration parfaite. Ainsi, il faudrait « libérer » l'activité, en généralisant le travail du dimanche, casser les derniers droits des salariés, baisser l'indemnisation des chômeurs et les transformer en travailleurs pauvres. Qu'importe, pour les « modernes », que le problème du chômage soit ailleurs, dans les trois vraies maladies du pays que sont l'austérité, le pompage des richesses par le capital et l'affaiblissement de l'État, pourvu que l'« armée industrielle de réserve » continue de permettre aux financiers de regonfler leurs marges.

Après deux ans de silence, Martine Aubry impose depuis deux jours une autre musique en critiquant durement l'orientation politique du gouvernement Valls. « Détricoté au XXIe siècle les progrès du XXe siècle est une étrange option pour la modernité », dénonce celle qui avait recueilli 30 % des voix à la primaire socialiste de 2011, loin devant l'actuel locataire de Matignon. « Il serait assez curieux, avec la crise sous les yeux, de s'amouracher à contretemps d'illusions qui démoralisent notre pays. Les tentatives de Tony Blair et de Gerhard Schröder sont derrière nous », estime la maire de Lille, qui a finalement consenti à venir renforcer les voix qui s'insurgent à gauche, depuis le début du quinquennat, contre les orientations suicidaires de François Hollande.

Un million de cartes à Hollande - Inondons l'Élysée

Monsieur Le Président,

Chaque jour, un acte, une déclaration d'un ministre confirme la trahison de votre promesse de changement. Votre gouvernement se révèle incapable de faire reculer le chômage, incapable de rassembler les Français-es, la gauche et même votre camp. Notre peuple paye cher votre politique.

Notre colère est d'autant plus grande que des solutions et des forces existent pour une autre politique. Une politique avec pour objectif la relance sociale, la justice fiscale, la lutte contre la finance, les créations d'emplois utiles aux services publics, au logement, à l'industrie et à la transition écologique.

Et personnellement je vous demande :

.....
.....
.....

NOM / PRÉNOM

Signature



**François Hollande
Palais de l'Élysée**

55, rue du Faubourg
Saint-Honoré
75008 PARIS

SOMMAIRE

P1 **Édito** – Sommaire – Un million de cartes

P2 **Agenda** ; A voir ou revoir sur l'internet ; Pétitions en ligne ; A lire

P3 Soirée Libre Pensée

P4-5 **Programme Fête des Allobroges**

P6 Programme Festival Palestine

P7 C'est un gouvernement « pro-peuple » qu'il faut ; Élections départementales : Valls invente l'austérité... pour la démocratie ! ; Projet transition énergétique: du chemin à faire pour nous satisfaire!

P8 Appel au soutien au peuple kurde ; PLFSS : Ségolène Royal envoie l'écotaxe au royaume d'essieus ; Les chômeurs sont-ils devenus le principal ennemi du gouvernement ?

P9 Le PCF salue et soutient « Science en marche » ; Non à la privatisation du MIN de Rungis ! ; Prix Nobel de la paix : Le combat courageux de Malala est universel

P10 Prix Nobel de littérature à Patrick Modiano : réaction du PCF ; A lire ; Après l'abandon de l'écotaxe, agir pour la renationalisation des autoroutes ; le PCF salue la victoire d'Evo Morales

P11 17 octobre 1961 : reconnaissance officielle du crime d'État et ouverture des archives ; Moduler les allocations familiales : une grave faute ; L'Hôpital Val de Grâce ne doit être ni fermé, ni démantelé ; Grand Paris : Toujours aucun moyen concret pour le logement et l'aménagement en Île-de-France

P12 Vote budget : "Un coup d'arrêt pour en finir avec un tel gâchis" ; Huma Dimanche du 16 octobre ; Sébastien Jumel, Maire de Dieppe, rencontre le Pape François

P13 Kobané : épice de la barbarie, symbole des crimes de l'impérialisme au Moyen-Orient ! ; Constat d'échec pour le sommet européen sur l'emploi des jeunes, prenons notre avenir en main !

P14-15 Urgence Kobané

P16 Lutter contre les discriminations

P17 Budget de la Sécu : La jeunesse de France doit refuser le fruit de la dictature du capital ! ; "Si nous voulons une paix durable, il faudra bien, à un moment, reconnaître l'État palestinien" ; Les étudiants qui se réorientent privés de bourses par Fioraso ; Universités de Poitou Charentes : des coupes budgétaires inacceptables

P18-19 Contre la précarité étudiante et les mauvais coups du gouvernement, pour défendre nos conditions d'étude, il faut lutter

**P20-21 La politique du gouvernement ça suffit !
Construisons l'alternative à l'austérité**

P22-24 Des nouvelles de notre députée européenne Marie-Christine Vergiat

P24 Pierre Laurent sera sur la frontière turco-syrienne du 27 au 29 octobre ; Les autorités ukrainiennes échouent à faire interdire le Parti Communiste (KPU) ; Aidons l'Huma

Agenda

Le lundi à 17H30 réunion collectif Roms

Chaque mardi de 17h à 21h Rue du Travail à Annecy
Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles :
visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur,
projection de films. Échanges sur nos points de vue et sur
nos vies !

Chaque Mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de
Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce
quai illégalement privatisé par quelques-uns

Lundi 20 Octobre Réunion Collectif Palestine

20h Alterlocal JB FONTAINE et Frédéric BOSQUET
présentent le projet TERA ! Puis par la diffusion du film "un
revenu pour la vie", élargir la réflexion sur la possibilité de
mise en place de ce dernier au sein d'un écovillage.

Mardi 21 octobre à 20h30 à l'Agora Bonneville : Ciné'UP :
La Vénus à la fourrure

Mercredi 22 Réunion Chaîne Humaine contre les haines

20h Alterlocal Projection de Chasing Ice La débâcle Les
glaciers, censés avancer ou reculer très lentement,
disparaissent désormais sous nos yeux.

Jeudi 23 Réunion collectif transition citoyenne

20h Alterlocal « J'ai pas voté » (documentaire de 46min)
et présentation de la pensée d'Étienne CHOUARD

Vendredi 24 octobre 2014 20H salle des Papeteries, 23 rue
des harmonies à Cran-Gevrier Conférence Publique de la
Libre Pensée pour la réhabilitation collective des 650
fusillés pour l'exemple. Invité : Mino Faïta, auteur du livre
"Les fusillés innocents durant la Grande guerre"
présentera ses travaux et introduira les débats.

Vendredi 24 à Dimanche 26 salle MLK Annemasse Festival
cultures Israël Palestine

Samedi 25 et dimanche 26 octobre Fête des Allobroges du PCF73

Mercredi 29 Réunion Chaîne Humaine contre les haines

20h Alterlocal Soirée écoute, information débat sur la
musique libre pour mieux comprendre les enjeux du droit
d'auteur et de la diffusion des œuvres au sein du milieu
musical : pourquoi la gestion traditionnelle du droit
d'auteur se retrouve-t-elle dans une impasse et tend à ne
favoriser qu'une industrie de la "culture" individualisante
au service de grands groupes financiers ? Quelles
alternatives y apporter et quel nouveau modèle de
diffusion promouvoir ? Une musique libre échangeable
mise à disposition gratuitement de toutes et tous peut-elle
être ou doit elle être l'alternative vers laquelle nous
devons tendre ? Définition des alternatives existantes,
contexte et réflexions seront au cœur du débat du soir.

Jeudi 30 20h Alterlocal Projection de "Faut-il avoir du peur
du gluten?" Les ancestrales variétés de blés en extinction :
notre santé au diapason ! Rentabilité, productivité,
surconsommation... jusqu'où va l'impact ? Pain, tartes,
quiches, gâteaux... profitons du temps de cette soirée,
pour préparer des mets sans farine de blé. C'est une
invitation, pas une obligation ! C'est d'abord l'occasion de
partager et surtout de nous questionner... Faut-il avoir peur
du gluten y contribue de façon pertinente ! Un reportage
sur France 5 dans Le Doc du Dimanche du 6 novembre
2011 de Marie-Françoise BARRIER.

Vendredi 31 Réunion cellule PCF de Cran-Gevrier

A voir ou revoir sur l'internet

Allocations familiales - P. Laurent invité de RFI le 17 oct. 2014
<http://www.pcf.fr/60298>
Avenir des barrages hydroélectriques : intervention d'André
Chassaigne (loi relative à la transition énergétique - Art29)
http://www.dailymotion.com/video/x27u9p3_avenir-des-barrages-hydroelectriques-intervention-d-a-chassaigne-loi-relative-a-la-transition-energie_webcam
Pierre Laurent invité de France 2 le 6 oct. 2014
http://www.dailymotion.com/video/x27fgm2_pierre-laurent-invite-de-france-2-le-6-oct-2014_news
Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.
<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose :
celui d'Ambroise Croizat !»

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

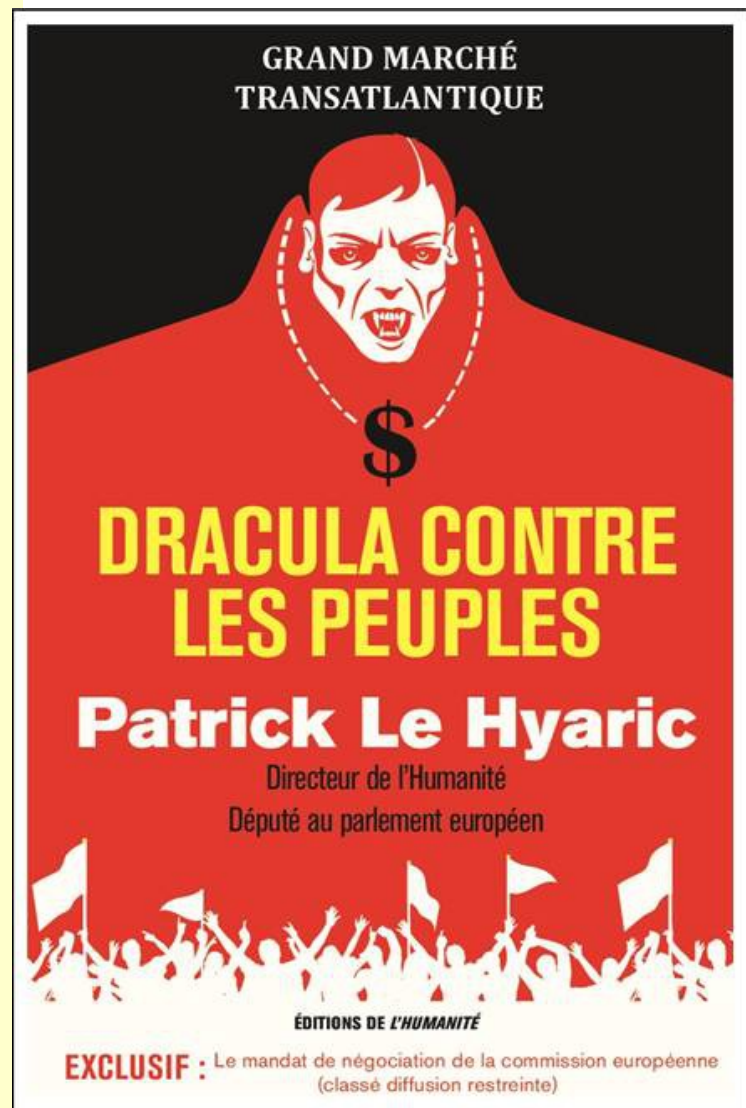
Pétition de l'Huma pour une protection internationale du peuple
palestinien : <http://www.humanite.fr/petition-notre-appel-pressant-pour-une-protection-internationale-du-peuple-palestinien-547823>

Pour la dissolution administrative de la Ligue de Défense Juive :
<http://dissolutiondelaldj.wesign.it/fr>

PÉTITION ANTI TAFTA <https://www.collectifstoptafta.org>

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric « Grand marché transatlan-
tique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Hu-
manité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18





CONFERENCE PUBLIQUE de la Libre Pensée

vendredi 24 octobre 2014 - 20H00 - à CRAN GEVRIER -
salle des Papeteries, 23 rue des Harmonies.

pour la réhabilitation collective des 650 fusillés pour l'exemple de la guerre 1914-1918. -

Nous avons invité **Mino Faïta**, auteur du livre "*Les fusillés innocents durant la Grande guerre*" pour présenter ses travaux et introduire les débats.

Parmi les 2400 condamnations à mort prononcées et les 600 réellement exécutées figurent des fantassins et autres chasseurs alpins combattant au sein du 14e Corps d'Armée. Une unité tristement célèbre pour avoir inauguré la politique d'exécutions pour l'exemple. 13 hommes assassinés par leurs compatriotes en l'espace d'une semaine au cours du seul mois de septembre 1914. Nombre de ces soldats et de ceux qui suivront nous sont proches, sont connus, certains ont été réhabilités, quelquefois tardivement. Mais tous n'ont pas eu droit à la même reconnaissance, ou alors dans d'étranges situations. En évoquant leur sacrifice nous avons tenté de participer à cette histoire en nous associant à l'exigence désormais majoritaire dans le pays de leur faire prendre place dans la mémoire nationale de la Grande Guerre.

Les fusillés innocents durant la Grande Guerre

Mino Faïta

© Éditions de l'Astronome 2013



Mino Faïta

Les fusillés Innocents durant la Grande Guerre

morts pour et par la France



Le Président de la République a renié son engagement de réhabiliter collectivement les 650 fusillés pour l'exemple, alors qu'il avait fait voter un vœu dans ce sens par le Conseil Général de la Corrèze.

***Nous sommes aussi la République !
Nous rendrons justice aux victimes de la guerre !
Nous réhabiliterons les Fusillés pour l'exemple !***

Campagne nationale de la Libre Pensée, avec l'ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants), l'Union Pacifiste, le Mouvement de la Paix, de nombreuses sections de la LDH, soutenue par 30 Conseils Généraux, 3 Conseils régionaux et des vœux votés par de nombreux conseils municipaux dans toute la France.

2 JOURS DE FÊTE... DE SPECTACLES

Samedi 25 octobre

Ouverture de la fête à 14h30

Intervention : **Alain Dupenloup**,
Directeur des **Allobroges Savoyards**



15h-16h30

RENCONTRE : « Il faut un État
pour le peuple palestinien ! »

avec **Hael AL FAHOM**
ambassadeur de Palestine en France
et **Nordine IDIR**
Secrétaire National du MJCF

L'ambassadeur de Palestine en France participera à un débat sur la question palestinienne. Après la criminelle agression israélienne contre la population de Gaza, comment construire la paix, comment stopper la colonisation, comment obtenir un État pour le peuple palestinien ? *Discutons, exprimons notre solidarité.*

17h-19h



DÉBAT : Réforme territoriale :
« Quelle réforme, pour quelle société ? »

Avec **André CHASSAIGNE (PCF/F de G)**,
Béatrice SANTAIS (PS),
Michel BOUVARD (UMP)

Animé par **Gérald ROSSI**, journaliste à l'Humanité

Les révolutionnaires de 1789 ont construit la République autour des communes, des départements et de l'Etat. La décentralisation y a ajouté les régions. Aujourd'hui, le gouvernement veut casser l'organisation territoriale du pays en vidant les communes de leur contenu, en supprimant des départements et en créant de méga régions concurrentes entre elles dans le cadre de l'Europe libérale. Que deviendront alors la démocratie de proximité, les services publics, le contrôle citoyen de la gestion ? Il faut un grand débat public contradictoire sur cette réforme, suivi d'une consultation du peuple par référendum. Pourquoi le gouvernement les refuse-t-il ?

À ne pas manquer !

CONCERTS

20h

Cap'tain Americano, un quatuor parisien qui impose au



rock ses propres valeurs, intenses et sans concessions. Allant droit au but, Captain Americano bat le fer de ses influences stoner, punk, surf et rock psyché avec rage et désinvolture.

Easy Combo, LE quatuor savoyard qui déborde d'énergie pour



délivrer un punk rock sur-
vitaminé, teinté d'influences
jamaïcaines et d'une touche
de ska. Tout ça donne un
combo très joyeux, qui
propulse à grande vitesse
une musique rock dansante
pour un pur moment de
bonheur festif.

OPIUM DU PEUPLE

c'est un condensé de guitares agressives et de variété française. Ce groupe d'Albi est né en 2007, avec le projet fou de refaire la variété française au son du métal punk. Les objectifs d'Opium du Peuple sont de créer une musique inattendue et de faire danser les foules sur des chansons françaises bien connues. Les plus grandes chansons de Johnny Hallyday, Laurent Voulzy, Jean-Jacques Goldman et bien d'autres encore sont ainsi passées entre les mains d'Opium du Peuple.



Opium du Peuple a déjà sorti trois albums appuyés par des séries de concerts totalement déchainés, marqués par une véritable mise en scène et du grand spectacle !

... DE DÉBATS... DE RENCONTRES...

Dimanche 26 octobre

10h30-12h



DÉBAT questions internationales : « les racines des conflits et les solutions. »

avec **Francis WURTZ**
eurodéputé honoraire

Agression israélienne contre Gaza, guerres en Afrique, en Afghanistan et en Syrie, intervention occidentale en Irak, affrontements meurtriers en Ukraine, le monde que nous connaissons est de plus en plus dangereux, au bord de la cassure, et la lutte pour la paix de plus en plus nécessaire. Les armes n'ont jamais rien réglé de façon durable, la solution aux conflits est toujours politique. C'est de cela dont nous entretiendra Francis Wurtz.

14h30-15h30

CONCERT : Sans Pré-tension

Amoureux de la chanson française, du rock, de la musique country, Jacky Fluttaz (vocal), Gaby Sampol (guitare), Christian Camacho (guitare), Yves Guyon (contrebasse), Sébastien Fluttaz (percussions) présentent les succès de G. Brassens, M. Le Forestier, S. Gainsbourg, Ch. Aznavour, E. Mitchell, N. Ferrer, Renaud, H. Aufray, S. Lama, B. Dylan, E. Cotton, B. Lavilliers, P. Bruel, A. Souchon et bien d'autres. Convivialité, swing, et aussi un petit brin de nostalgie !



15h30-16h30

MEETING DE CLÔTURE avec **Olivier DARTIGOLLES**

porte-parole national du PCF



Olivier Dartigolles animera un grand meeting politique de lutte pour sortir des politiques libérales, changer de gouvernement et mettre en fin le cap à gauche, comme le voulaient les électeurs du deuxième tour des présidentielles.

16h30 - 17h30

CONCERT : **Jacques Pichaud**

"De la chanson sans modération", c'est un moment avec les grands de la Chanson Française. Jacques Pichaud nous fait complices de sa passion de chanter, lui qui a découvert Jacques Brel à l'Olympia en 1964 et a débuté en première partie de Leny Escudero. Avec ses anecdotes autour de ces grands artistes, il nous emmène dans cette croisière où se côtoient Trenet, Brel, Brassens, Ferrat, Moustaki, Reggiani etc... Et aussi quelques compositions. Accompagné par Fabrice Peluso et ses musiciens, une heure de spectacle vivant.

À écouter sans modération.



MUTUELLES DE FRANCE 73

CHAMBERY, AIX LES BAINS, LE VERDUN

DES AGENCES À VOTRE SERVICE

CHAMBERY

- 168, avenue du Comte Vert

- 27 allée Albert Sylvestre

oméga polygone IV

AIX LES BAINS

- 12, Avenue de Verdun

ALBERTVILLE

- 10, Rue de la République

ST-JEAN DE MAURIENNE

- Rue du Collège - Le Verpill

Un numéro de téléphone :
le 08 10 573 573



Abonnez-vous aux Allobroges Savoyards

(Bimensuel de la fédération de Savoie du PCF)

en remplissant le bulletin ci-dessous à adresser à :

Les Allobroges Savoyards - 326 avenue Alsace Lorraine 73000 Chambéry

Nom Prénom

Adresse

(joindre un chèque de 22 € à l'ordre des Allobroges)

Maurice BUTTIN – avocat,
modérateur

Gadi ALGAZI – universitaire,
l'importance des résistants en Israël

Suhair FARRAJ – directrice d'une
ONG, liberté de création artistique
sous occupation

Nisrin ABU AMARA – chercheuse,
Palestiniens en Israël – apartheid ?

Mazin QUMZIYEH – universitaire,
l'impact de la colonisation sur la
destruction de l'environnement

Moncef CHAHED – militant, les
prisonniers palestiniens – insulte
aux Droits de l'Homme

**Imen HABIB et Jean-Guy
GREILSAMER** – militants, BDS-
action efficace de la société
civile internationale

Serge GORDEY – producteur,
la nature – victime de l'épreuve
de force

*"L'association partage et respecte
pleinement les valeurs de la
Déclaration universelle des Droits
de l'Homme et les conventions
internationales. Elle est laïque,
sans appartenance politique,
communautaire ou culturelle."*



Jeunes Palestiniens en Chemin

**SALLE CULTURES
MARTIN PALESTINE
LUTHER KING TMOIGNAGES
ANNEMASSE PALESTINE-ISRAËL
CINÉ ACTUEL FESTIVAL
(MJC CENTRE) 24 AU 26 OCTOBRE**



**PROJECTIONS.
DÉBATS.
RENCONTRES**

www.jeunespalestiniens.org (+33) 06 41 86 10 38

Vendredi 24 octobre

Ciné Actuel (MJC Centre)

20h00 : Ouverture du Festival
Jeunes Palestiniens en Chemin

20h15 : *La piscine de Karim* (15 mn)
Documentaire d'Ahmad Bargouthi

Karim construit une piscine sur les terres de ses ancêtres, rare et chaleureuse distraction familiale pour les Palestiniens des territoires occupés. Sauf quand les colons et l'armée israéliens s'y rendent...

20h30 à 22h30 : *Le village sous la forêt* (1h08)
Film de Mark J. Kaplan et Heidi Grunebaum
Afrique du Sud - 2013 - Vo suivie d'un débat
avec Gadi Algazi et Suhair Farraj.

Le village («sous la forêt») est un des presque 500 villages palestiniens détruits dont l'existence est soigneusement cachée au grand public. La co-réalisatrice du film, juive d'Afrique du Sud, s'est rendue en Galilée (Israël), pour voir à quoi servait l'argent que sa communauté envoyait régulièrement pour aider le nouvel état d'Israël. En venant sur les lieux, elle s'est rendue compte de l'injustice que subit le peuple palestinien et son documentaire est un vaste plaidoyer contre l'apartheid et en faveur des droits pour les Palestiniens.

Samedi 25 octobre

Espace Martin Luther King

15h à 16h : Inauguration du Festival

16h à 17h30 : *La Palestine sous mandat* (1h30)
Documentaire historique de Jacqueline Gesta
suivi d'un débat

Cette cinéaste retrace les mécanismes orchestrés par la communauté internationale qui ont mené la terre palestinienne et ses habitants jusqu'à la situation actuelle.

17h30-18h30 : Les Palestiniens en Israël
Débat animé par Nisrin Abu Amara, post-
doctorante en sociologie à Paris, d'origine
palestinienne

18h30 à 19h30 : Visite des stands (Librairie,
informations, petite restauration)

19h30 à 20h30 : L'environnement en
Palestine avec Mazin Qumziyeh (& Nisrin
Abu Amara : interprète)

20h30 à 21h30 : Les prisonniers politiques
palestiniens avec Chahed Moncef

Dimanche 26 octobre

Espace Martin Luther King

14h00 à 15h00 : *Créer sous occupation*,
avec Suheir Farraj du camp des réfugiés de
Dheisheh

15h00 à 16h00 : BDS avec Imen Habib &
Jean-Guy Greilsmaer

16h00 à 16h30 : Visite des stands
(Librairie, informations, petite restauration)

16h30 à 18h00 : *Que vive la Mer Morte* (1h30)
Film produit par Serge Gordey, en sa
présence, suivi d'un débat

Serge Gordey, producteur engagé (dont " 5 caméras
brisées"), a permis la réalisation de ce documentaire
portant sur la thématique à la fois très concrète et
symbolique de l'exploitation, l'assèchement et l'usurpation
d'un lieu riche en Histoire et en potentiel économique.

18h00 à 19h00 : Table ronde en présence
de Suheir Farraj, Mazin Qumziyeh et Gadi
Algazi, animée par Maurice Buttin

19h : Clôture du festival

Plus d'informations :
www.jeunespalestiniens.org
+33 (0) 6 41 86 10 38

C'est un gouvernement « pro-people » qu'il nous faut (Pierre Laurent)

Manuel Valls s'est rendu aujourd'hui à Londres pour attirer les soi-disant investisseurs de la City. Après 30 ans de politiques dites de « soutien à l'investissement », il serait temps d'en dresser le bilan. La finance n'investit pas, elle spéculé. C'est la raison principale de la crise financière et de l'état de délabrement du système productif français. Un gouvernement « pro-business » n'est pas un gouvernement qui aime l'entreprise.

C'est un gouvernement « pro-people » qu'il nous faut. C'est pour ça que François Hollande a été élu. Un gouvernement de gauche digne de ce nom, plutôt que de promettre la fin de la taxe à 75 % pour les plus riches, devrait agir contre l'évasion fiscale qui ampute chaque année le budget de l'État à hauteur de 60 milliards d'euros.

Un gouvernement de gauche devrait proposer un plan d'urgence européen d'investissement pour l'emploi, l'industrie et les services publics. Il devrait se battre pour changer le rôle de la BCE et mettre la création monétaire au service du développement social et écologique.

Un gouvernement de gauche devrait, au lieu de courber l'échine devant les milieux d'affaires, s'adresser à tous ceux qui luttent au Royaume Uni contre la politique austéritaire de David Cameron et vanter les mérites de la protection sociale, dont les britanniques manquent cruellement. L'humain avant les profits est la seule idée qui peut nous guider vers le redressement du pays.

Élections départementales : Valls invente l'austérité... pour la démocratie !

L'article 46 du projet de Loi de finance, déposé à l'Assemblée nationale le 1er octobre par le gouvernement, prévoit pour les élections départementales de mars 2015, de supprimer l'envoi postal au domicile de chaque électeur des professions de foi et des bulletins de vote des candidats, et de le remplacer par une publication sur Internet.

Décidément pour ce gouvernement tout est un coût : le travail, la famille, la santé, les collectivités territoriales et maintenant l'expression de la démocratie, et maintenant l'égalité des citoyens devant le suffrage universel. Après l'austérité économique et sociale, voici l'austérité démocratique.

Les élections départementales en raison du nouveau mode scrutin, du charcutage électoral des cantons et du « coup d'État » contre les départements, risquent de connaître une abstention record. Il est donc singulier de voir le gouvernement prendre des dispositions qui vont démobiliser encore plus l'électorat. On peut s'interroger si au fond, ce n'est pas l'effet escompté ?

Il est vrai qu'alors que l'exigence populaire d'un référendum sur l'avenir des départements grandit dans le pays, les élections départementales s'annoncent particulièrement catastrophiques pour le couple Valls-Hollande.

Le Parti Communiste Français demande solennellement à Manuel Valls de retirer l'article 46 de son projet de Loi de finance en raison de son caractère attentatoire à la démocratie et à l'égalité des citoyens devant le suffrage universel.

Projet de loi de la transition énergétique: du chemin à faire pour nous satisfaire !

Dans le débat engagé sur le projet de loi de transition énergétique, les communistes mettent tout en œuvre pour aboutir à un texte qui soit à la hauteur des défis énergétiques de notre époque. Ce n'est pas encore le cas aujourd'hui. En l'état le projet, que nous considérons « petit bras » manque de l'ambition nécessaire pour répondre aux besoins sociaux et affronter la nécessaire évolution énergétique dont la France a besoin. Il comporte également plusieurs mesures dangereuses sur lesquels nous entendons être vigilants. Tout au long du débat parlementaire nous veillerons particulièrement à plusieurs points cruciaux. Nous déplorons les conditions dans lesquelles le débat parlementaire se tient du fait de la procédure d'urgence déclarée sur le texte !

L'objectif de diminuer par deux notre consommation d'énergie à l'horizon 2030 sous estime l'évolution démographique de notre pays dont les prévisions s'achèment vers 70 millions d'habitants en 2050 et il est incohérent avec la satisfaction des besoins sociaux. Les hypothèses de consommation comme la nature du mix énergétique envisagés risquent de nous conduire à ne plus pouvoir répondre aux besoins ou à augmenter nos émissions de CO2. En France, la précarité énergétique augmente ; plus de 8 millions de personnes sont touchées par ce fléau, et le projet fragilise le dispositif des tarifs sociaux. Les baisses de consommation observées ne sont que les conséquences de la crise sur l'activité économique et de l'austérité. Le PCF ne se résigne pas à désindustrialisation de notre pays.

Le maintien prévu dans le mix électrique de notre niveau de production nucléaire (63.2 GW) exige la redynamisation de cette filière industrielle en y intégrant toutes les avancées technologiques possibles. Le développement des énergies renouvelables doit se concevoir en repensant totalement leur mode de financement (CSPE) par la création d'une véritable filière industrielle et surtout en regard de leur efficacité réelle (solaire thermique ou pompes à chaleur, par exemple, dont on parle peu).

La transition énergétique ne peut pas se résumer au seul mix énergétique électrique surtout lorsque l'on a comme objectif la lutte contre le réchauffement climatique dans la perspective de Paris Climat 2015.

Il aurait été judicieux de s'attaquer au secteur le plus émetteur de CO2, le transport, ainsi qu'à celui le plus consommateur d'énergie, le logement.

Cette problématique n'est que très peu abordée. Le transport ne l'est que sous l'angle de la voiture électrique, sans jamais aborder les sujets essentiels comme celui du fret ferroviaire, de l'étalement urbain, de la faiblesse de l'appareil productif.

L'objectif ambitieux, de rénovation thermique de 500 000 logements par an n'est accompagné d'aucun plan de financement précis, ni d'une relance de la filière industrielle (emplois, formation).

Ce projet de loi ne parvient en rien à masquer la volonté du gouvernement de libéraliser encore plus le secteur énergétique à travers, par exemple, la privatisation pure et simple de nos barrages hydroélectriques. Ils jouent pourtant un rôle majeur dans les multi-usages de l'eau, comme la gestion des crues, la sécurité des biens et des personnes et permet de répondre aux exigences des périodes de pointe de consommation. Ce serait la grande braderie de notre plus grande filière d'énergie renouvelable ! Au regard des différents débats et auditions, nous notons la volonté de certains élus d'aller vers un éclatement du service public de l'électricité et du gaz remettant en cause de fait l'égalité de traitement, la solidarité entre les territoires et la péréquation tarifaire.

Dans ce débat, les communistes et leurs élus n'auront qu'un seul objectif la défense de l'intérêt général et du service public.



#FraudeFiscale

Collusion, impunité, fric roi

la V^e agonise sous nos yeux.

Vite la VI^e République ! #canard

@cnpf @dartigolles

Appel au rassemblement à Paris en soutien au peuple kurde

Le Parti Communiste Français appelle au rassemblement de soutien ce soir (7/10), à 19 H, métro Invalides, en soutien au peuple kurde de Kobané et dans les villes de France.

Après plusieurs semaines de combats et un siège de 20 jours, la ville de Kobané (Kurdistan de Syrie) est tombée aux mains des djihadistes. Les Kurdes du PYD et l'YPG ont opposé une résistance héroïque face aux terroristes surarmés qui bénéficient d'un soutien logistique, financier et militaire des pays du Golfe et de la Turquie.

Ces États portent une très lourde responsabilité dans cette défaite comme les occidentaux, dont la France, qui ont laissé faire en refusant de livrer des armes aux combattants du PKK et du PYD en dépit de nombreuses interpellations. La Turquie se réjouit ouvertement de l'affaiblissement de Rojava dont elle avait juré la perte par l'entremise de l'État Islamique. Cette complicité est une honte.

Les Kurdes sont les principaux remparts contre le djihadisme. Or le PKK et le PYD ne bénéficient d'aucune aide. La conférence de Paris, organisée par F. Hollande, n'a même pas daigné les inviter. De plus, le PKK figure toujours sur la liste des organisations terroristes alors qu'il se trouve en première ligne pour défendre les droits humains. De leur côté, les villes kurdes de Turquie dirigées par le BDP-HDP accueillent seules des milliers de réfugiés de toutes origines ethniques ou confessionnelles. Lutter contre la barbarie de l'EI exige que les Kurdes et toutes leurs organisations soient considérés comme des alliés.

Le PCF appelle à amplifier la solidarité avec le peuple kurde.

- Il faut immédiatement répondre favorablement aux demandes d'aide formulées par les Kurdes et retirer le PKK de la liste des organisations terroristes.

- Les États complices de la terreur islamiste, dont la Turquie, doivent être sanctionnés.

- Les réfugiés, y compris en Turquie, doivent recevoir une aide humanitaire et bénéficier des droits inhérents à leur statut.

- La France doit reconnaître le PYD et le PKK comme des interlocuteurs favorisant la paix dans cette région et accepter de dialoguer avec leurs représentants en France.

Ségolène Royal envoie l'écotaxe au royaume d'essieux (Olivier Dartigolles)

Après trois heures de réunion avec les représentants des transporteurs routiers, Ségolène Royal annonce la suppression pure et simple de l'écotaxe qu'elle vient, d'une phrase, d'envoyer directement au royaume d'essieux.

Alors que l'ambition initialement prévue avait été très sévèrement réduite, en passant de 150 000 à 43000 km, avec des recettes divisées par deux, la ministre entérine l'écotaxe sans la moindre annonce concernant le financement des alternatives au tout routier. Quel avenir pour les projets de fret ferroviaire et fluvial ? Alors que le débat parlementaire en cours a éclairé la faiblesse du " projet de loi de transition énergétique pour la croissance verte" en matière de logement et de transport, cette annonce vient doucher les minces espoirs de celles et ceux qui attendaient un engagement ferme du gouvernement pour la transition écologique.

L'annonce faite aujourd'hui par Ségolène Royal ne conclut rien; bien au contraire, toutes les questions resurgissent. Au regard des enjeux, un grand débat national est indispensable.

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF

Les chômeurs sont-ils devenus le principal ennemi du gouvernement ?



Lors de ses genuflexions devant le gotha de la City londonienne, le Premier ministre " pro-business" a livré l'assurance-chômage de notre pays sous la forme de "confidences".

Pour Manuel Valls, cette question doit être "reposée" tant sur le montant de l'indemnisation que sur sa durée. Hier soir, Jean-Marie Le Guen a confirmé cette nouvelle offensive.

Rappelons la réalité des choses. Sur 5,732 millions de chômeurs inscrits, toutes catégories confondues, seulement 2,24 millions sont indemnisés par le régime d'assurance chômage.

Mais surtout, avec un nombre d'offres d'emplois mensuelles qui tourne autour des 220.000, comment prétendre répondre aux demandes d'emplois des 3,413 millions de chômeurs de la seule catégorie A, en hausse de 5,2% en un an ?

En réalité, le Gouvernement sait que l'emploi ne repartira pas malgré le numéro de claquettes du Medef. Ses choix austéritaires, sa volonté de flexibiliser et précariser l'emploi et le travail n'y concourent pas.

En revanche, il sait que cette hausse du chômage va accroître le niveau des dépenses d'indemnisation de l'Unédic, et qu'il faudra bien à un moment donné, compte tenu du déficit et de l'endettement actuels de l'organisme, accroître le niveau de ses recettes, et donc accroître la contribution des employeurs et de l'État.

Une option contraire à l'orientation actuelle qui vise à prendre de nouveau dans la poche des chômeurs en rognant une fois de plus leur droits.

Après les déclarations, de François Rebsamen sur le renforcement des contrôles des personnes inscrites à Pôle emploi, la question est posée : les chômeurs sont-ils devenus le principal ennemi du gouvernement ? Il y a en effet une forme d'obscénité à multiplier les stigmatisations visant les privés d'emploi et avec eux des familles entières qui dont les vies sont réduites à l'accumulation de difficultés et de privations.

Alors que le débat parlementaire sur le budget 2015 n'est pas encore ouvert, la commission européenne met la pression en demandant 8 milliards de plus, ce qui pourrait laisser croire en une certaine "douceur" dans l'austérité de 21 milliards proposée par le Gouvernement...qui ouvre une nouvelle brèche dans notre pacte républicain et social en pointant de la sorte l'indemnisation des chômeurs. Les rôles sont bien distribués mais la pièce se joue face à un rejet massif des peuples et une défiance inégalée.

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF

Le PCF salue et soutient « Science en marche »

Le sens de la Marche : pour de premières percées budgétaires !

La rentrée universitaire, la situation des établissements universitaires et des organismes publics de recherche sont catastrophiques : postes gelés ici, précarité tous azimuts là, emploi scientifique en berne, budgets des Établissements universitaires en déficit ou en passe de le devenir, étudiants aux prises avec des difficultés économiques sans nombre qui les entravent dans le succès de leurs études, tout légitime la levée en masse dont l'initiative « Science en marche » est l'une des manifestations. Le PCF salue et soutient cette Marche qui, par sa forme originale, entend attirer l'attention du pays tout entier sur les questions fondamentales de l'avenir national : aux licenciements massifs, aux délocalisations d'entreprises productives, à l'abandon de secteurs industriels vitaux et de services publics de proximité s'ajoute la mise en déshérence du système public de recherche et d'enseignement supérieur. Toute une politique est en cause, diversement, secteur après secteur – une politique qui, comme le PCF ne cesse de le dire, conduit le pays dans le mur. Au lieu de donner des gages permanents aux forces qui en France et dans l'Union Européenne exigent toujours davantage de sacrifices, davantage de coupes dans les dépenses publiques, le gouvernement devrait entendre le cri qui monte des laboratoires et du pays tout entier : on ne peut pas continuer comme ça !

Car ces choix n'ont rien de fatal ; la France a les moyens de mener une autre politique en s'en prenant aux coûts infligés par un capital insatiable. Ce n'est pas en gorgeant les entreprises d'aides publiques massives qu'on peut en sortir mais bien au contraire par des mesures qui s'en prennent à la charge financière imposée par les actionnaires et le système bancaire.

Un seul exemple suffit ici. Le Crédit d'Impôt Recherche va coûter au pays 6 milliards de ressources fiscales, c'est plus du double de la dotation budgétaire de l'État au CNRS. : Cette mesure constamment renforcée au cours du temps n'a jamais prouvé – au contraire ! – qu'elle incitait les grands groupes qui licencient à tour de bras comme Sanofi, à investir dans la recherche-développement. Cette mesure est aujourd'hui le lieu d'un affrontement public sans précédent. Personne, y compris Mme Fioraso, ne peut échapper à sa remise en cause. Au demeurant, mise au pied du mur par une délégation du Comité National du CNRS, la ministre s'est trouvée acculée, dans une réponse pitoyable, à se réfugier derrière la solidarité gouvernementale et le fameux et thatchérien « TINA ».

Mais si, il y a une politique alternative ! Il serait possible immédiatement de transférer vers les laboratoires et les établissements universitaires la moitié de cet engagement inefficace et pervers à l'usage ; cela ne dispense pas d'un plan d'urgence, mais apporterait au moins un ballon d'oxygène à la recherche publique. Aucun sophisme ne peut justifier le maintien en l'état de ce cadeau fiscal. Quant aux PME et PMI innovantes, dernier refuge de ceux qui se cramponnent à l'indéfendable, il est notoire que ce dont elles ont un besoin vital est le desserrement du crédit bancaire et non un Crédit d'Impôt.

Pouvons-nous desserrer l'étau de l'austérité dès le prochain débat budgétaire ? Le PCF le pense ; ses parlementaires prennent déjà et prendront toutes les initiatives visant à réunir une majorité de gauche sur des mesures de salut public. Marie-George Buffet a reçu des représentants de la communauté scientifique et universitaire parmi lesquels une délégation du Comité National du CNRS, le 24/9, dans le but d'étudier les dispositions possibles. Mais il serait trompeur de laisser penser qu'il suffit qu'une proposition soit raisonnable pour qu'elle l'emporte.

Tout dépendra de la détermination du mouvement actuel à faire de cette question une dimension incontournable. À sa façon, Mme Fioraso ne dit pas autre chose. Prenons-la au mot !

C'est à quoi appelle le PCF.

Au delà de cet objectif, celles et ceux qui ne se résignent pas à l'enfoncement social, économique et culturel doivent débattre dès maintenant, sans a priori, de ce que devraient être les incontournables d'une politique de gauche. On peut compter sur les communistes pour tout mettre en œuvre dans ce but.

Non à la privatisation du MIN de Rungis !

C'est Le Figaro qui vendait la mèche, et Le Parisien qui le confirmait la semaine dernière. Le gouvernement envisagerait de revendre ses parts dans le capital de la SEMMARIS, la société qui gère le Marché d'Intérêt National (MIN) de Rungis, le premier marché de produits alimentaires frais du monde.

Si elle se confirme, cette décision marque une nouvelle fois le manque criant de vision économique de la part de ceux qui prétendent « relever la France ».

Si ce projet voit le jour, la part détenue par les collectivités publiques (État, CG94 et ville de Paris actuellement) descendrait sous la barre des 50%, ce qui sonnerait la privatisation pure et simple de cet outil formidable qu'est le MIN de Rungis, par lequel transite chaque jour des tonnes de marchandises destinées à toute l'Île-de-France, mais pas seulement puisque le marché joue un rôle clé dans les exportations agricoles françaises.

Quel serait le faible gain (estimé à 45 millions d'€) alors que cet équipement assure aujourd'hui la sécurité alimentaire par l'approvisionnement quotidien de millions de Français ? Un marché sur lequel travaillent des milliers de salariés, dans des centaines d'entreprises, assurant ainsi le développement de la filière agricole française, de tout un territoire, et plus généralement de la Région.

Qui d'autre que le service public pour assurer cette mission ? Qui d'autre pour pérenniser l'emploi et l'activité ?

De plus, la société pressentie pour acquérir les parts de l'État ne serait autre qu'ALTAREA, société immobilière qui voit bien l'aubaine que représentent ces hectares facilement aménageables à seulement quelques kilomètres de Paris, tout proche de l'Aéroport d'Orly, niché dans un réseau de transport dense, qui se renforcera encore dans le futur avec l'arrivée du métro. Brader un fleuron économique, une institution, à la spéculation immobilière pour quelques euros, est-ce là l'avenir que le gouvernement nous réserve ?

Ensemble, salariés, producteurs et acteurs de la filière agricole et alimentaire exigeons :

- Le maintien des parts de l'État dans le capital de la SEMMARIS à majorité public.
- Des investissements massifs afin de développer et de pérenniser le rôle et l'activité du MIN de Rungis sur son site, afin de développer l'emploi.

Si cela s'avérait nécessaire, les communistes Val-de-Marnais, élus locaux et militants, multiplierons les initiatives en ce sens dans les prochaines semaines, afin d'organiser la résistance et la riposte.

Prix Nobel de la paix : Le combat courageux de Malala est universel (Laurence Cohen)

Au nom du Parti Communiste Français, je tiens à saluer l'attribution du prix Nobel de la paix à Malala Yousafzai. Chacun se souvient de l'acte barbare commis par les Talibans contre cette jeune Pakistanaise, volontairement prise pour cible, parce qu'elle défendait le droit à l'éducation des jeunes filles, le droit des femmes, la laïcité. Cette reconnaissance internationale rend hommage à son courage et sa détermination face aux idées extrémistes et rétrogrades.

Nous adressons nos plus vives félicitations à Malala pour ce prix qui honore les valeurs qu'elle défend et que nous partageons. Son combat courageux est universel : Celui de toutes celles et de tous ceux qui veulent voir triompher le progrès, l'égalité et le respect humain.

Laurence Cohen, Responsable nationale PCF Droits des Femmes/Féminisme

Prix Nobel de littérature décerné à Patrick Modiano : réaction du PCF

Patrick Modiano s'est vu décerner aujourd'hui le prix Nobel de littérature pour « l'art de la mémoire avec lequel il a évoqué les destinées humaines les plus insaisissables et dévoilé le monde de l'Occupation ».

Six ans après Jean-Marie Le Clézio cette récompense vient attester de la vitalité de la création romanesque française et d'une même sensibilité de ses écrivains à sonder et explorer les terres et consciences humaines, quand elles sont confrontées aux soubresauts du monde et de l'histoire. Mais si Le Clézio choisit les grandes espaces, Modiano leur préfère l'ombre de quartiers interlopes et de périodes noires où tous les repères sont mis à mal.

Dès son entrée en littérature en 1968, il encre son récit au cœur de la France des années d'occupation, où la frontière est souvent fragile entre l'héroïsme et la capitulation, comme l'illustre parfaitement le personnage de "Lacombe Lucien" que Louis Malle adaptera magnifiquement au cinéma.

Avec "la place de l'Étoile", "la ronde de nuit" et "les boulevards de ceinture" l'écrivain signe une première trilogie qui structure toute son œuvre. On y retrouve un narrateur, post adolescent en quête d'un père inconnu en perpétuelle fuite, on y sent la recherche infinie d'une filiation qui permette de s'inscrire dans une lignée humaine, on y effleure mais sans que jamais rien ne soit dit la tragédie universelle de la Shoah. Pour cet écrivain né en 1945 et dont le nom de l'état civil est Modigliani, cela procède sûrement d'une quête toute personnelle.

Patrick Modiano a parfois revendiqué le statut d'écrivain régionaliste car la plupart de ses romans se déroulent à Paris, un Paris obscur dénué de repères historiques. L'intrusion chez lui dans la grande Histoire se fait par le truchement de la petite histoire, avec une musique quasi intimiste. Tout naturellement. Ses personnages sont ceux que l'on retrouve dans la salle des pas perdus d'une gare, au fond d'un bar d'une ceinture parisienne alors que tout le monde dort; des hommes et des femmes dont il ne restera aucune trace palpable si ce n'est au fond d'un vieux annuaire téléphonique dont le numéro n'existe plus désormais.

Ainsi de livre en livre il a construit l'un des plus paysages littéraires les plus riches qu'il soit donné aujourd'hui à la littérature française. On peut citer "Rue des boutiques obscures" Goncourt 78, "Une jeunesse" en 1981 qui va explorer une autre période sombre, celle de la guerre d'Algérie, "Dora Bruder" en 1995 nous replongeant dans les années 40. Il vient d'écrire "Pour que tu ne te perdes pas dans le quartier"

L'homme est aussi passionné de cinéma et s'est fait scénariste, il aime la chanson et la variété, un monde que sa propre mère a côtoyé. Il a consacré un livre à Françoise Dorléac, sœur de Catherine Deneuve, l'autre demoiselle de Rochefort. Avec le dessinateur Pierre Le Tan, il a créé "Poupée blonde" et "Memory Lane".

Rarement Patrick Modiano s'est engagé publiquement, cependant il a été présent aux côtés des sans papiers. Une manière d'affirmer sa condition humaine.

L'académie de Stockholm vient de célébrer un grand écrivain et un homme bien. Elle a aussi fait le choix de récompenser un travail de mémoire. Un signe des temps, nous l'espérons!

A lire

**L'Humanifeste
du PCF "Il est
grand temps de
rallumer les étoiles"**

**Économie &
Politique**
Dossier coût du
capital

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



Après l'abandon de l'écotaxe, agir pour la renationalisation des autoroutes

Pour Ségolène Royal, la solution "prioritaire" à l'abandon de l'écotaxe serait de "ponctionner les bénéfices des sociétés d'autoroutes" sans autre précision sur le dispositif envisagé. Michel Sapin s'y oppose.

En 2005, nos autoroutes, dont la plupart étaient largement amorties, ont été bradées aux multinationales du BTP. A l'époque, la sous-évaluation de la valeur de ces sociétés concessionnaires avait interpellé beaucoup de spécialistes. Dans un tout récent rapport, l'autorité de la concurrence a estimé la rentabilité après impôts des concessionnaires (Eiffage, Vinci, Sanef) "exceptionnellement élevée". Sur 100 euros de péage payés par l'utilisateur, 20 à 24 euros sont du profit net pour les sociétés d'autoroute. Une sacrée machine à sous. En 2032, date de fin de la concession des autoroutes, on estime que ces sociétés auront engrangé le chiffre pharaonique de 40 milliards d'euros de bénéfices !

Le 19 juin dernier, le Sénat avait l'occasion d'adopter une proposition de loi, déposée par le groupe communiste et républicain, permettant d'engager la renationalisation des concessions d'autoroutes. Cela ne fut pas le cas puisque les socialistes, le centre et la droite ont voté "contre", formant une majorité rétrograde pour repousser cette proposition de nationalisation des autoroutes et d'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports. On aurait pu redonner des moyens importants à la puissance publique, bien supérieurs à la simple "ponction" aujourd'hui proposée, pour une politique des transports respectueuse des hommes, des territoires et de l'environnement.

Faut-il renationaliser les 9000 km d'autoroutes à péages ? Cette question va de nouveau être posée dans les prochaines semaines. Une mission d'information parlementaire, "en vue d'étudier les modalités de rachat par l'État des concessions autoroutières et de définir les conditions dans lesquelles il pourrait ensuite mettre en œuvre l'exploitation des autoroutes", rendra ses conclusions d'ici la fin de l'année. Est-il possible de mettre fin à la privatisation de la rente autoroutière, de favoriser la modération des tarifs de péage et de dégager des moyens financiers pour l'Agence de financement des infrastructures de transport en France ? Oui, en mobilisant 15 à 20 milliards.

C'est beaucoup ? Certes, mais n'oublions pas que chaque année le patronat touche 220 milliards d'aides publiques, dont le fameux CICE, alors que dans le même temps, l'INSEE vient d'enregistrer une baisse de l'investissement et que l'Unédic prévoit plus de 150 000 chômeurs de plus d'ici la fin 2015. A quand un contrôle public sur l'utilisation de ce pactole ? Pourquoi ne pas en demander le remboursement quand ces sommes ne sont pas utilisées pour l'emploi, les salaires, la formation, les investissements utiles, la transition écologique et énergétique ? Tout cela au fond relève d'un choix de société : l'humain ou le fric, la transition écologique ou le chaos.

Bolivie : le PCF salue la victoire d'Evo Morales à l'élection présidentielle

Le Parti Communiste Français salue la très belle victoire d'Evo Morales à l'élection présidentielle de ce dimanche 12 octobre. Pour la troisième fois, une grande majorité des Boliviens a exprimé son souhait d'aller plus loin dans les transformations qui ont redonné à la Bolivie la maîtrise de ses richesses, utilisées aujourd'hui pour le développement humain. Plus d'un demi-million de personnes a pu sortir de la pauvreté grâce à l'action déterminée du gouvernement qui a permis l'accès à l'éducation, à la santé et à une retraite digne.

Le Parti Communiste Français adresse ses plus chaleureuses félicitations au président Evo Morales Ayma, au vice-président Alvaro Garcia Linera, au peuple bolivien et réaffirme sa solidarité avec la révolution démocratique et culturelle qui entre dans une nouvelle étape renforcée par les résultats de cette élection.

17 octobre 1961 : "reconnaissance officielle du crime d'État et ouverture des archives" (Pierre Laurent)

Le 17 octobre 1961, la police française a réprimé dans le sang en plein Paris, une manifestation de dizaines de milliers d'algériens qui réclamaient la fin du couvre-feu et le droit à l'indépendance pour l'Algérie.

J'étais ce matin même à l'angle du Pont Saint-Michel à Paris pour commémorer le 17 octobre 1961. J'ai à ce sujet posé une question écrite au ministre d'État chargé des anciens combattants et de la mémoire sur les responsabilités de la France dans les crimes d'État et crimes contre l'Humanité perpétrés durant les guerres coloniales dont celle de l'Algérie.

La reconnaissance des faits intervenus le 17 octobre 1961 par le parlement qui a adopté fin 2012 une résolution en ce sens, doit enfin conduire à une reconnaissance officielle du crime d'État, et donc à l'ouverture des archives pour que soit enfin établi toute la vérité sur ces événements.

Moduler les allocations familiales : une grave faute politique

La question de l'universalité de la Sécurité sociale est déterminante. La protection sociale n'a pas vocation à réduire les inégalités sociales mais à compenser la maladie, le coût de l'enfant, le travail...

S'il faut une politique de réduction des inégalités sociales, c'est avec l'égalité salariale femmes/hommes, l'augmentation des minima sociaux et le plein emploi.

Les parlementaires socialistes et le gouvernement font payer à la sécurité sociale leur absence d'ambition et de courage politique à affronter le patronat dans une politique de réduction des inégalités sociales. Ils préfèrent que les assurés-e-s sociaux se répartissent la protection sociale en régression.

Moduler les droits, c'est créer de fait des catégories qui seront utilisées à termes comme levier pour diviser les travailleurs, les salarié-e-s et détruire le système de protection sociale. Ce qu'il faut moduler, c'est un impôt vraiment progressif et une vraie mise à contribution du capital et des entreprises notamment les revenus financiers.

C'est une question politique centrale. Le PS vient à nouveau de lâcher un repère historique de la Sécurité sociale. Les mobilisations sont indispensables pour reconquérir une protection sociale solidaire. Les communistes y sont déterminés.

L'Hôpital du Val de Grâce ne doit être ni fermé, ni démantelé

Poursuivant la logique comptable de la loi de programmation militaire, le gouvernement a décidé de la fermeture sur le territoire national de nouveaux sites militaires dont l'Hôpital du Val-de-Grâce à Paris. En cela, il continue et intensifie une politique déjà mise en œuvre par la droite lors du précédent quinquennat. Avec la suppression de 34.000 emplois d'ici 2019, les armées subissent l'un des plus gros plans sociaux de notre pays.

Ces fermetures seraient légitimes si elles répondaient à des impératifs de défense nationale ou si elles s'inscrivaient dans une perspective de démantèlement multilatéral des relations internationales. Or dans les faits, elles ne font que répondre aux soucis budgétaires d'une politique qui fait le choix des interventions extérieures pour le compte de l'Otan au détriment de la défense et de la sécurité de l'espace terrestre, maritime et aérien de la République. Ainsi on finance les opérations extérieures en démantelant la cohérence de notre outil de défense et en vendant à vil prix le patrimoine national y compris dans le cadre de spéculations immobilières.

Or l'Hôpital du Val de Grâce est un élément majeur de la cohérence et de fonctionnement du Service de santé des armées. Il est de la responsabilité de l'État de le remettre aux normes d'autant qu'au final sa fermeture, son démantèlement et les conséquences induites en termes de santé publique coûterait plus cher à la collectivité nationale que les 250 millions d'euros nécessaires à sa rénovation.

Le PCF s'oppose à la fermeture du Val-de-Grâce. Il demande qu'un audit sur cette question soit effectué par les commissions défense et des affaires sociales du Parlement. En raison du caractère historique de l'Hôpital du Val-de-Grâce, il propose que son site soit déclaré « bien inaliénable de la nation ».

En tout état de cause, le PCF demande à l'État d'assumer jusqu'au bout ses devoirs envers le peuple français en termes de défense du territoire et de santé publique.

Grand Paris : Toujours aucun moyen concret pour le logement et l'aménagement en Île-de-France (Pierre Laurent)

Le Premier Ministre a présidé lundi 13 octobre un Comité Interministériel sur le Grand Paris. Nous avons eu droit à de grandes déclarations d'intentions mais où sont les moyens ?

Pour les transports publics depuis un an et demi et les annonces du 6 mars 2013, des financements complémentaires sur le plan de mobilisation pour les transports publics sont attendus. Le Comité réunit aujourd'hui n'a fait que réitérer l'engagement d'une ressource de 140 millions d'€, mais sans traduction concrète. Le journal « Le Monde » nous apprend que deux pistes sont évoquées : l'augmentation de la part stationnement de la taxe locale sur les bureaux d'un côté, et d'autre part une augmentation uniforme des taxes locales, pesant en grande partie sur les ménages.

Les élus communistes ont été à l'origine de la proposition de faire contribuer les parcs de stationnement des bureaux situés à Paris et dans les Hauts-de-Seine. Ce mode de financement est vertueux sur le plan environnemental, accompagnera le ré-équilibre du développement économique dans la région, et ne touche pas les ménages. Il doit être privilégié.

Mais si les choses avancent (encore trop lentement) pour les transports publics, toujours rien sur le logement. La pénurie de logements ne cesse de s'accroître en Île-de-France. Depuis des années, de très nombreux acteurs disent et répètent qu'on ne relancera pas la construction de logements sans une aide aux maires bâtisseurs, pour leur permettre de financer les équipements publics nécessaires. Depuis plusieurs mois, le Premier Ministre affirme qu'une telle aide va être créée. Mais toujours aucune annonce concrète sur le niveau des financements et sur la nature des ressources n'est actée.

Par contre, le gouvernement est beaucoup plus précis sur les baisses de dotations aux collectivités locales, qui sont massives. Comment peut-on imaginer relancer la construction avec toujours moins de moyens ? C'est une aberration. Les élus communistes parisiens, Ian Brossat et Jacques Baudrier, avaient affirmé il y a plus d'un an dans leur ouvrage « Paris n'est pas à vendre » qu'il fallait consacrer au moins un milliard d'euros par an de nouvelles ressources pour soutenir la construction de logements en Île-de-France, via une aide aux maires bâtisseurs, via le financement de grandes opérations d'urbanisme.

Il faut des moyens à ce niveau. Je propose pour y arriver des modes de financements concrets. Il faut mobiliser les logements peu ou pas utilisés, avec une mise à contribution des résidences secondaires, une augmentation de la taxe sur les logements vacants, une mise à contribution des bureaux vides. Les territoires en déficit de logement social doivent également être sollicités, avec une contribution additionnelle à la taxe foncière dans toutes les communes en-dessous des 20% de logements sociaux.

La vacance et la spéculation immobilière sont des phénomènes massifs en Île-de-France : mettons les à contribution.

Assez de discours creux, d'objectifs réaffirmés sans moyens dégagés pour les atteindre. Le grand paris des transports a avancé grâce à la mise en place de ressources spécifiques en 2011 et 2013, qu'il faut maintenant conforter.

Il faut de façon urgente la création d'une ressource spécifique pour un grand paris du logement et de l'aménagement. Les attermoissements n'ont que trop duré

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, sénateur de Paris

Vote budget : "Un coup d'arrêt pour en finir avec un tel gâchis" (Olivier Dartigolles)

Le gouvernement n'a trouvé qu'une majorité relative des plus ric-rac pour voter la partie recette d'une politique budgétaire qui est déjà en échec complet avec l'ensemble des moteurs de croissance à l'arrêt.

Si l'abstention de 39 députés socialistes et de la quasi totalité des élus écologistes est un marqueur supplémentaire d'une contestation à la politique actuelle, comme lors des textes budgétaires rectificatifs, elle ne permet pas d'obtenir un indispensable coup d'arrêt qui, seul, permettra de prendre une autre direction et d'en finir avec un tel gâchis.

Comme l'a indiqué Nicolas Sansu lors des explications de vote du groupe des députés du Front de gauche, "il faut aujourd'hui remettre à plat l'ensemble de l'architecture fiscale".

A l'agenda des prochaines semaines, le débat puis le vote sur le budget de la sécurité sociale seront un rendez-vous très important qui posera une question et une seule : dans quelle société voulons-nous vivre ?

Dans un moment où Hollande et Valls, relayés par Sapin et Macron, discutent auprès de la commission européenne et de Berlin la manière et le calendrier pour dépecer la protection sociale de la France, les forces politiques et sociales qui se reconnaissent dans des valeurs de progrès, de justice et de solidarité doivent débattre, construire et agir ensemble pour stopper la casse du pays, des territoires et de millions de vies.

Sébastien Jumel, Maire de Dieppe, rencontre le Pape François

Sébastien Jumel, maire communiste de Dieppe, s'est rendu au Vatican où il a rencontré le Pape François et de nombreux dignitaires catholiques du 13 au 15 octobre.

L' élu était guidé dans ce déplacement par le curé de la paroisse de Dieppe-ouest qui lui avait lancé cette invitation, "comme un défi", par SMS, peu avant les dernières élections municipales. "Il n'y avait aucune stratégie de ma part, aucune velléité prosélyte ou de conversion, simplement une proposition liée à la relation que nous avions développée", explique l'Abbé Geoffroy de la Tousche.

De son côté, Sébastien Jumel justifie son acceptation par la volonté de rassemblement qui l'anime en tant que maire : « quand le maire communiste de Dieppe, maire de tous les Dieppois, accepte cette invitation, il donne le signe qu'il prend en compte le poids de la culture catholique et le fait que l'on puisse avoir un autre rapport au monde et à l'humanité que celui qui est le mien ! »

De retour de ce voyage, Sébastien Jumel retient de ses diverses rencontres "l'unicité dans le sens des valeurs communes qui placent l'Homme au cœur de tout avec une vraie différence dans la manière dont on l'entoure". De son échange avec le chef de l'Église catholique, souverain pontife au positionnement atypique sur des sujets comme la famille, la pauvreté...

Sébastien Jumel rapporte qu'il a été sensible « à l'humanité et à la simplicité » du pape et aux mots qu'il a prononcés. « Son discours sur la crise économique résonne pour l'homme politique que je suis. Ça ne m'a pas converti, mais j'ai pris conscience qu'on avait plus de points communs qu'on ne pouvait le croire. Dans sa catéchèse, quand le pape dit que le monde est dans une situation préoccupante et que dans ce contexte il y a deux postures possibles : le repli ou l'ouverture vers le monde, y compris vers ceux qui ne pensent pas comme nous, j'ai la même vision politiquement », confie l' élu qui affirme être « sorti enrichi » de ce séjour.

À propos de ce moment inédit, l'Abbé de la Tousche, qui a vécu quatre ans à Rome et a tout mis en œuvre pour ouvrir le maximum les portes de la cité antique et papale à son invité, souligne qu'il a été pour lui « une occasion assez unique de dire que son propos s'adresse aussi bien à des catholiques convaincus qu'à tous les autres dès lors qu'ils sont sans préjugés ». D'ailleurs, les deux hommes sont d'accord pour dire qu'autant inhabituel qu'il puisse être, le fait qu'un « curé se balade à Rome avec un maire communiste », s'il a suscité de « l'étonnement », n'a pas entraîné "de rejet". "Et chacune des rencontres avec ces hommes et ces femmes qui sont mes amis ont été libres", relève le Père de la Tousche.

Parmi ces rencontres, Sébastien Jumel a été marqué par son entrevue avec le cardinal Ouellet. Le Maire de Dieppe a offert au n°3 de l'Église catholique, archevêque de Québec de 2003 à 2010, la médaille commémorative des 70 ans du raid anglo-canadien du 19 août 1942 sur Dieppe – terriblement meurtrier pour l'armée canadienne. Celui qui nomme les évêques n'a pu retenir son émotion. L' élu, qui a pu mesurer la place que tient sa ville dans le cœur du peuple canadien, a d'ailleurs invité le cardinal Ouellet à assister aux prochaines commémorations de cet événement historique.

N° 433 - Du 16 au 22 octobre 2014

L'HUMANITÉ
DIMANCHE

20 octobre
2050
« On mange
quoi
ce soir ? »
ENQUÊTE PAGE 30



**ALLOCATIONS
FAMILIALES ET
CONGÉS PARENTAUX
PLOMBÉS,
SÉCU LAMINÉE...
+ CHÔMAGE AGGRAVÉ**

**POURQUOI CES
ATTAQUES CONTRE
LES FAMILLES**

DÉCRYPTAGE ET ANALYSE PAGE 22

France 3 euros, Québec/Québec, Martinique 4 euros.

N° 433 - Du 16 au 22 octobre 2014

M 04837 - 433 - F: 3,00 €



Constat d'échec pour le sommet européen sur l'emploi des jeunes, prenons notre avenir en main !



Troisième sommet pour l'emploi des jeunes se tenait le 7 octobre après ceux de Paris et de Berlin. Les discussions des chefs d'État et de gouvernement réunis autour de l'italien Matteo Renzi et de François Hollande ont encore abouti à un constat d'échec : face au chômage des jeunes les logiques capitalistes et d'austérité sont toujours aussi impuissantes et injustes.

Pourtant, pour l'emploi des jeunes il y a urgence.

Aujourd'hui, en Europe, près d'un jeune sur quatre est au chômage. En France 25% des jeunes sont privés d'emploi et 40% de ceux qui ne bénéficient pas de diplôme. Sur l'autel de la crise c'est toute une génération bien formée qui est sacrifiée, une génération qui veut travailler, se développer, être utile mais qui en est empêchée par ce système.

Un chômage de masse qu'ils ont eux-mêmes provoqué !

Ce chômage de masse qui touche notre génération ne vient pas de nulle part, bien au contraire ! Il est la résultante directe des politiques menées depuis 30 ans sur tout le continent européen et qui se sont accélérées avec la crise. Afin de maintenir leur taux de profit les patrons compriment au maximum la force de travail. A cela il faut ajouter la crise qui a détruit nos emplois ainsi que les délocalisations. Dans le même temps, une telle situation permet de peser à la baisse sur les salaires et les conditions de travail.

Où sont passés les euros ?

Depuis la crise l'argent public, le fruit de notre travail a été approprié par les banques et les financiers. Un transfert gigantesque de richesses du travail vers le capital a été organisé et est encore sur le devant de la scène comme en témoignent les récentes mesures comme le CICE ou l'ANI. Pourtant c'est cet argent que nous proposons de mobiliser pour relancer la production, pour permettre d'offrir à chaque jeune un travail qui soit utile pour répondre aux besoins sociaux et non pas un emploi précaire à la merci des patrons.

Ils n'arrivent pas à sortir de la crise du chômage... prenons notre avenir en main.

Malheureusement, le constat d'échec de ce sommet était prévisible. En effet ce ne sont que des mesures de façades comme la garantie jeune ou le service civique que l'on nous promet. Ces réformes sont bien évidemment de trop petites envergures et pire soumettent la jeunesse à une exploitation approfondie, exclue encore notre génération d'un droit du travail unifié et divise la classe des salariés afin de casser toujours plus les doigts.

Ils ne peuvent pas nous sortir de la crise car sortir la jeunesse du chômage signifie changer de politique à 360° et toucher aux intérêts de nos possédants. Cela signifie mettre des moyens pour l'orientation et la formation, étendre le contrôle social sur les grandes entreprises, relancer l'investissement, en finir avec le pouvoir des actionnaires, autant de mesures immédiates et urgentes qui ne demandent qu'un minimum de volonté politique, cela tombe bien, nous l'avons !

Kobanê : épice de la barbarie, symbole des crimes de l'impérialisme au Moyen-Orient !

C'est avec gravité et esprit de révolte que le Mouvement des Jeunes Communistes de France observe la situation qui s'envenime dans la ville kurde de Kobanê située au nord de la Syrie. Depuis plusieurs mois les brigades kurdes résistent aux islamistes de Daesh, elles le font sans le soutien d'aucune grande puissance alors que leur combat est exemplaire face à la barbarie.

Depuis plusieurs semaines désormais, le Daesh assiège la ville. Une défaite des partisans kurdes signifierait un massacre des populations civiles d'une part et l'écrasement d'un mouvement de résistance progressiste d'autre part. La Turquie, dont les chars sont positionnés face à Kobanê reste immobile et laisse sciemment se perpétuer un massacre tout en maintenant la plupart de ses postes frontières fermés. Le président français n'a d'ailleurs rien trouvé de mieux que de soutenir la position turque d'une zone tampon avec la Syrie qui profite de fait aux intégristes de Daesh.

Cette situation découle directement du jeu joué par les grandes puissances internationales et régionales depuis l'invasion de l'Irak en 2003, qui avait déjà complètement bouleversé la région, et qui s'est renforcé à l'occasion de la situation en Syrie.

En effet, si Daesh constitue une menace pour l'ensemble des peuples de la région, cette menace n'est ni le fruit du hasard, ni une pure coïncidence, bien au contraire. Sous prétexte de « faire tomber Assad » ce groupe, et bien d'autres, ont été directement financés et aidés par les États-Unis, les monarchies du Golfe et par la Turquie en particulier. Alors que les kurdes, et d'autres progressistes syriens et irakiens, se battent courageusement contre ces groupes intégristes, ces mêmes grandes puissances ne font rien si ce n'est protéger leur investissements pétroliers en Irak.

Dans ce chaos, ce n'est pas d'une intervention militaire extérieure dont la région a besoin, bien au contraire. Notons que nos amis kurdes qui se battent sur le terrain ne demandent pas une telle ingérence.

Face à cette situation dramatique, le MJCF demande d'une manière urgente :

- Que la France réponde aux demandes légitimes des organisations kurdes et notamment en ce qui concerne l'envoi d'aide humanitaire et au soutien logistique et informationnel dans la lutte.

- Que la France dénonce clairement le rôle de pyromane joué par le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, son allié militaire au sein de l'OTAN et première aide des islamistes de Daesh

Nous exigeons l'ouverture de la frontière turco-syrienne aux réfugiés d'une part et aux combattants souhaitant rejoindre Kobanê d'autre part.

Alors que des manifestations se déroulent à l'heure actuelle dans toute la Turquie en soutien à la lutte contre le Daesh ; la répression a déjà fait plus de 19 morts. Dans ces conditions, nous rappelons une nouvelle fois que nous demandons la suspension de l'accord policier et militaire unissant la France à la Turquie.

Être solidaire de Kobanê, c'est être solidaire d'un avenir de paix dans toute la région, c'est rejeter l'indignation à géométrie variable de notre gouvernement, qui allié au Qatar et au gouvernement d'Erdogan, crée les conditions de l'émergence de Daesh et s'émeut ensuite de sa prolifération. Aider la lutte du peuple kurde, c'est aider l'ensemble des peuples de la région. Nous appelons à participer à l'ensemble des rassemblements de solidarité qui se dérouleront en France en solidarité avec la lutte du peuple kurde et des peuples de la région.

URGENCE KOBANE

Voici bientôt un mois que les Kurdes de Kobanê opposent une résistance farouche aux criminels surarmés de l'« Etat islamique » (EI). Les forces kurdes du PKK et du PYD sont en première ligne pour défendre la liberté, les droits de l'homme et l'égalité entre hommes et femmes proclamés dans Rojava, région autonome du Kurdistan syrien.

Une résistance héroïque

L'EI, après avoir martyrisé les yézidis d'Irak, dont des milliers furent sauvés par le PKK et le PYD, massacre la population de Kobanê : exécution des hommes, enfants égorgés, femmes violées et vendues comme esclaves. En dépit des discours officiels, les Kurdes syriens sont livrés à eux-mêmes : leurs appels à l'aide ont essuyé des fins de non recevoir des chancelleries française et américaine qui préparaient leur intervention en Irak et qui refusent de leur livrer les armes nécessaires pour faire face à l'artillerie lourde de l'EI.

La duplicité de la Turquie

L'EI et la kyrielle des groupes djihadistes reçoivent le soutien militaire, financier et logistique des monarchies du Golfe et de la Turquie, alliées de la France et des Etats-Unis. Deuxième force de l'OTAN dans la région, la Turquie bloque depuis des mois sa frontière à l'aide humanitaire et pourchasse les résistants kurdes. Elle est même devenue un sanctuaire pour les djihadistes qui y transitent, s'y ravitaillent en armes, recrutent des mercenaires et commercent le pétrole extrait des zones tombées sous leur contrôle.

La Turquie se réjouit de l'affaiblissement de Rojava, seul espace démocratique de la région. Elle entend pousser son avantage en occupant militairement l'ensemble du Kurdistan syrien dans une prétendue « zone tampon ». Parallèlement, le président islamo-conservateur Erdogan a lancé une nouvelle vague de répression contre les Kurdes de Turquie dont 34 viennent de trouver la mort. Le parlement turc a voté des lois d'exception. La Turquie bombarde à nouveau les bases du PKK.

Que fait la France ?

Les Etats-Unis et la France ont engagé des frappes aériennes en Irak à l'efficacité limitée contre l'EI, et dont le résultat peut, à terme, renforcer les djihadistes. Paris a organisé une conférence internationale, sans y inviter les Kurdes, ni les représentants syriens ou iraniens et sans envisager de solutions politiques durables. Ces choix conduisent à l'impasse.

Pire, F. Hollande s'aligne sur la politique d'Erdogan. La France est le seul pays à avoir souscrit à l'idée de « zone tampon ». Elle applique sur son sol des accords de coopération policière et judiciaire pour extradier les démocrates kurdes de France. La sévère répression et intimidations de la police contre les manifestations de solidarité récentes à Paris, Toulouse, Bayonne en témoignent.

MANIFESTATION

SOLIDARITE

avec

les résistants kurdes

SAMEDI 18 OCTOBRE

15h

Bastille/Nation

SOIREE

de SOLIDARITE

14 NOVEMBRE

co-organisée par le PCF
et France/Kurdistan



La place de la France est d'être aux côtés des résistants kurdes

Les Kurdes attendent une tout autre politique de la France. Avec eux, les communistes exhortent le gouvernement français, face à l'urgence :

- A livrer des armes à la résistance kurde de Kobané pour résister à l'EI,
- A faire retirer le PKK de la liste des organisations « terroristes » de l'UE,
- A démanteler les réseaux régionaux et internationaux de soutien militaire, financier, logistique, humain et politique aux djihadistes, y compris de la part d'États membres de l'OTAN et engagés dans sa coalition militaire dirigée par les États-Unis,
- A apporter un soutien aux initiatives d'aide humanitaire aux réfugiés.

Pour la paix et le développement du Proche-Orient

La France doit tout mettre en œuvre pour que l'ONU reprenne réellement la main et lance un processus de conférence internationale véritablement multilatérale ayant 5 priorités à l'ordre du jour :

- appuyer l'action de l'émissaire de l'ONU en Syrie pour créer les conditions d'un cessez-le-feu et de l'ouverture de négociations politiques entre le gouvernement syrien et une opposition démocratique rassemblée dans toutes ses composantes,
- l'appui à la construction d'un État, civil et démocratique, en Irak rompant avec le système fondé sur les critères confessionnelles et ethniques, et pour la mise en œuvre de politiques de développement en faveur des populations,
- la reconnaissance des droits politiques et culturels du peuple kurde dans tous les pays où vivent ses populations,
- la reconnaissance et l'appui au développement de l'État palestinien,
- la dénucléarisation du Proche-Orient.

PETITION POUR KOBANE

<http://www.change.org/p/françois-hollande-président-de-la-république-française-il-faut-sauver-kobané>

Signez et faites signer



Halte aux expulsions !

On vit ici, on étudie ici, on reste ici !

Exigeons l'abrogation des circulaires du ministre de l'intérieur qui organisent la traque de lycéens et d'étudiants partout en France.

Un titre de lycée ou un titre d'étudiant = un titre de séjour!

Nous pensions en avoir terminé en changeant de gouvernement, mais la politique de traque et d'expulsion aveugle des migrants se poursuit. **Les immigrés ne sont pas un coût mais une richesse !**

STOP au fantasme d'une invasion de Roms, banalisant les discours racistes à l'égard de ces migrants majoritairement issus de pays membres de l'Union européenne et à ce titre en droit de voyager librement. **Traquer les migrants est plus facile que traquer la fraude fiscale, et nous ne laisserons pas les plus faibles être pris pour cible pendant que d'autres se gavent !**

www.jeunes-communistes.org

REJOINS-NOUS !



/jeunes.communistes



@MJCF



Semaine de l'égalité

Lutter contre les discriminations



Tellement à faire

pour l'égalité!

Ces derniers mois, ont révélé un libération plus violente encore de la parole raciste avec les unes du journal « minute », les propos islamophobes de Nadine Morano, le mépris du ministre Macron... Les jeunes communistes sont plus que jamais à l'offensive pour en finir avec ce climat de haine et faire vivre toutes les solidarités !



Selon une enquête menée auprès de 1000 salariés, **3 sur 10 affirment avoir été victimes de discrimination au travail** : c'est en hausse!

Près d'un salarié sur deux affirme avoir été témoin de discriminations et estime que le contexte de crise et de chômage de masse les favorise.

Les principaux critères de discrimination sont liés au genre mais aussi à l'origine ethnique, la nationalité et l'apparence physique.

Quatre victimes sur dix n'ont ainsi pas réagi souvent par peur.

Rappelons que **l'inégalité salariale entre les femmes et les hommes est de 27%** à compétence et formation égales !

Droit de vote pour tous !

C'était une promesse du candidat Hollande, qui comme beaucoup d'autres semble être reléguée au rang des promesses non tenues... Alors que des élections locales sont prévues en 2015, nous allons lutter pour le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers !

Libérer les quartiers!

Les quartiers populaires sont victimes de la triple peine: isolement, discriminations et stigmatisation. Des mesures locales sont possibles pour lutter contre le phénomène :

- Embaucher un pourcentage réservé de jeunes de nos villes dans les emplois publics et les contrats publics
- Doter les quartiers de moyens pour de véritables infrastructures culturelles, sportives et d'insertion
- Gagner la bataille des transports pour casser les ghettos et désenclaver les quartiers populaires

Egalité femmes-Hommes

Dans nos villes nous pouvons poser les bases d'une lutte plus globale de l'égalité entre hommes et femmes, dans nos villes il faut:

- Développer les centres de santé qui favorisent l'accès aux soins des jeunes, notamment des femmes
- Créer des centres d'accueil et des refuges pour les femmes victimes de violence
- L'égalité salariale doit être effective, il n'est plus tolérable d'observer de tels écarts

Fin du contrôle au faciès !

Comme le droit de vote des résidents étrangers, la lutte contre le contrôle au faciès devait être une des mesures forte, or, force est de constater que les discriminations continuent au jour le jour. Il est grand temps de réformer la police et la justice afin de les extraire des logiques racistes dans lesquelles elles se trouvent.

Etre, noir, arabe, pauvre ou en jogging ne doit plus être un motif d'arrestation, de contrôle permanent, d'humiliation au quotidien.



Retrouve toutes les propositions des Jeunes Communistes sur:

www.jeunes-communistes.org

Budget de la Sécu : La jeunesse de France doit refuser le fruit de la dictature du capital! le 14 octobre 2014

Le Mouvement des Jeunes Communistes de France appelle à participer largement à la journée d'action interprofessionnelle relative au Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale.

Quel est l'objectif et le contenu de ce projet de loi?

Un projet qui rendra plus difficile pour les jeunes de fonder une famille. En effet le gouvernement prévoit d'abaisser la durée du congé parental, de 3 ans à 18 mois, la prime à la naissance, de 923 euros sera divisée par trois et les indemnités du congé parental portées à seulement 576 euros.

Un projet qui met notre santé en danger. En effet, le gouvernement veut imposer une économie brutale de 3.2 milliards en 2015 et de 10 milliards sur trois ans. La réduction de la durée d'hospitalisation est également visée et la recommandation aux médecins de délivrer moins de médicaments aux patients, afin de faire des économies".

En plus de ces éléments, les retraités sont particulièrement touchés.

C'est donc un recul pour l'ensemble de la société que nous promet le gouvernement.

Mais la santé ce n'est pas du luxe en temps de crise !

La situation que nous vivons aujourd'hui est la résultante concrète de ce que nous dénonçons depuis des mois, de l'austérité qui détruit jusqu'à la santé et la famille de notre peuple!

Cette loi en effet est prise en otage. Prise en otage par les capitalistes qui veulent à tout prix réduire leurs cotisations à la Sécu. Prise en otage du fait des cadeaux versés aux Patrons par le gouvernement, c'est près de 50 milliards d'euros qui ont été offert au Patronat dans le cadre du CICE et de l'ANI.

Ainsi cette loi de finance montre concrètement le fonctionnement du capitalisme de ces 30 dernières années: privatiser les richesses créées par les salariés aux seuls bénéficiaires des actionnaires et faire peser le poids des économies sur l'ensemble de la population.

Ce système inique ne fonctionne pas, pire il met **notre santé en danger.**

D'autres solutions existent pour résorber le déficit de la sécurité sociale et permettre à tous, une santé de qualité, une retraite digne et des conditions familiales sereines.

Ainsi il faut **augmenter les salaires** pour permettre d'**augmenter les cotisations sociales**, il faut **rehausser les cotisations patronales**, qui ont baissé de plus de 30% depuis 30 ans, il faut **intensifier la lutte contre la fraude aux cotisations patronales** à la Sécu. À titre d'exemple la Fraude patronale aux cotisations sociale d'élève à 25 milliards d'euros par an, la loi de finance proposée par le gouvernement ne prévoit d'en récupérer que 76 millions pour 2015.

Ainsi, le fruit de notre travail nous est volé, notre santé est mise en danger pour satisfaire les intérêts d'une infime minorité.

Face à un gouvernement qui cède à la dictature du capital nous savons que nous pourrions compter sur les élus communistes pour voter contre, et nous serons, avec la jeunesse de France, dans la rue!

"Si nous voulons une paix durable, il faudra bien, à un moment, reconnaître l'État palestinien"

La reconnaissance, c'est maintenant!

En plein massacre à Gaza, le 29 août, le ministre des Affaires Étrangères Fabius a dit: « si nous voulons une paix durable, il faudra bien, à un moment, reconnaître l'État palestinien ». C'était l'engagement de campagne n°59 de François Hollande.

Passons au vote alors: les députés anglais l'ont fait, et l'État suédois s'appête à le faire, l'Espagne aussi. Comme 134 pays dans le monde, dont 7 pays européens.

"Il faudrait prendre ses responsabilités" et "je vous confirme qu'il y aura une reconnaissance de l'État palestinien le moment voulu" ajoute le ministre des affaires étrangères. Pas de tergiversations: la reconnaissance de la Palestine, c'est maintenant!

Forçons la France et l'Europe avec notre mobilisation

Comme pour l'apartheid en Afrique du Sud, ce que nous pouvons faire ici et maintenant pour une paix juste et durable là-bas, c'est de pointer du doigt un régime d'oppression raciste qui vole la terre, l'eau... et des vies. Pour mettre fin à cette injustice, la France et l'Europe (complices pour le moment) ont une voix qui pourrait porter: à nous de rendre cela possible.

Rendez-vous partout où les engagés pour la paix seront, et le 28 novembre pour l'anniversaire de l'entrée de la Palestine à l'ONU.

Les étudiants qui se réorientent privés de bourses par

Fioraso

Depuis la rentrée et même après, le gouvernement était sur tous les fronts médiatiques pour vendre sa politique en faveur des jeunes. Caution locative étudiante, élargissement de l'accès aux bourses et hausse de leur montant : ces deux mesures étaient censées nous faire croire à la volonté de Hollande et de son gouvernement libéral de leur réelle volonté de « faire de la jeunesse une priorité ».

Loin des communiqués ronflants et des annonces magnifiant les politiques sociales du gouvernement, une circulaire du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche datant du 02 juillet 2014 introduit une énième régression. Les étudiants boursiers sortant d'un master et n'ayant pas épuisé leurs droits seront désormais privés de bourses s'ils choisissent de se réinscrire dans un cursus de niveau inférieur.

Alors que le chômage et la précarisation de la jeunesse ne cessent de s'aggraver, le gouvernement n'a pour seul horizon que le maquillage de son bilan réel : prendre dans une poche pour remplir l'autre, saupoudrer sa politique austéritaire déléguée par des mesurette anecdotes.

Les étudiants ne sont pas dupes et savent pour quoi travaille le gouvernement : pour le gonflement des profits de quelques-uns au détriment de l'intérêt des travailleurs, qu'ils soient jeunes, sortis de l'emploi ou en formation.

Universités de la Région Poitou Charentes : des coupes budgétaires inacceptables

Une nouvelle fois, c'est l'austérité qui frappe à la porte des Universités de la région Poitou Charentes ! Il y a à peine un an, le ministère de l'enseignement supérieur a imposé une baisse de l'offre de formation de l'ordre de 5%, baisse subie également à l'Université de Poitiers. Non content de casser nos formations, c'est maintenant la recherche et l'investissement de toute la région qui sont menacés par la brutale coupe de 91,75% des crédits alloués par l'État. De 28 millions de crédits à la recherche, nous passons à 2,45 millions. Une mesure à la brutalité sans précédent, imposée au nom d'une doctrine libérale de l'Enseignement supérieur qui ne raisonne qu'en termes de compétitivité, de rentabilité, et n'a que faire de la qualité de la recherche.

Il est totalement inacceptable de voir notre université se laisser dépouiller de ses crédits : ce sont aujourd'hui 48 laboratoires et structures de recherches à Poitiers, 900 enseignants chercheurs, 400 doctorants internationaux qui en paieront le prix. Comment l'État peut-il prétendre assurer la pérennité de nos formations, et la qualité de la recherche, si les fonds alloués subissent une cure austéritaire ?

L'Union des Étudiants Communistes s'indigne de ces mesures, et exige la réorientation de la politique de recherche et la fin de ces coupes drastiques. Il est important et même nécessaire que nous, étudiants, enseignants chercheurs, nous mobilisions face à cette situation inacceptable qui promet tant la dégradation de nos formations que de fortes conséquences économiques pour notre région, et que nous montrions que nous ne resterons pas sans voix face à la casse de l'université publique dont le bon fonctionnement est indispensable à la réussite de tous.

Union des Étudiants Communistes de Poitiers

CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE ET LES MAUVAIS COUPS DU GOUVERNEMENT, POUR DÉFENDRE NOS CONDITIONS D'ÉTUDE, IL FAUT LUTTER !

Pour chacun d'entre nous, la rentrée scolaire a été l'occasion, une nouvelle fois, de nombreuses galères et difficultés financières. Jusqu'à 600€ de frais d'inscription à la fac (pour les masters par exemple), des loyers exorbitants qui nous obligent à rester chez nos parents ou à travailler le soir pour financer nos études. Et tout ça pour venir en cours dans des conditions toujours dégradées : salles de TP surchargées, manque de places assises en amphî, hausse du prix du restaurant universitaire... Et la politique du gouvernement, loin de combattre cette situation, l'aggrave au contraire : la réforme de l'Université (loi Fioraso) organise les coupes de budgets dans les filières jugées « non rentables », les suppressions de poste, et le déficit des universités. Il n'y aurait donc pas d'argent pour l'enseignement supérieur ?



CE QUI NE PEUT PLUS DURER :

- 1,5 million d'étudiants hors domicile parental mais seulement 165.000 logements CROUS
- Un loyer étudiant moyen de 650€ à Paris
- 1,2 million de stagiaires payés entre 0 et 430€
- 70% des étudiants contraints de se salarier
- À peine 25% des étudiants qui ont accès aux bourses, souvent insuffisantes pour vivre

DE L'ARGENT, IL Y EN A ! MAIS POUR LES GUERRES ET LES PROFITS CAPITALISTES !

Hollande et Valls multiplient les attaques au nom de l'austérité et de la crise. Pourtant, de l'argent, quand ils en cherchent, ils en trouvent ! Le CICE (« crédit d'impôt compétitivité emploi ») adopté l'an dernier constitue 20 milliards d'euros d'aides supplémentaires aux patrons. Alors que le CAC 40 réalise chaque année plus de 50 milliards d'euros de profits, gagnés sur notre dos !

De même, les guerres impérialistes dans lesquelles s'est engagée la France en Afrique et au Moyen-Orient (Libye, Mali, Syrie, Irak ...) pour la défense des intérêts des monopoles du pétrole ou de l'énergie (Total, Areva) ont causé une explosion des dépenses militaires. En 2013, les commandes militaires françaises ont augmenté de 43 %. Aussi les « opérations extérieures », c'est-à-dire les interventions militaires à l'étranger, coûtent-elles plus de 1,5 milliard d'euros par an ! La politique du gouvernement, c'est l'austérité, la casse des droits sociaux ici, et la guerre et les bombardements là-bas !

MANIFESTATION JEUDI 16 OCTOBRE - 13H A NATION

Casse de la sécurité sociale, casse des services publics et privatisations, hausse des prix pour nous et baisses d'impôts pour les patrons et les plus riches : face à la multiplication et l'aggravation des mauvais coups du gouvernement qui mène la même politique que la droite, la CGT organise une grande manifestation ce jeudi.

Étudiants, nous sommes également concernés : nos conditions d'étude ne cessent de se dégrader, la plupart d'entre nous sont obligés de chercher des jobs étudiant sous-payés pour financer leurs études, et c'est les stages généralisés à 400€ qu'on nous réserve une fois le diplôme obtenu. Ne nous laissons pas faire ! Par la lutte et la mobilisation, nous pouvons stopper cette politique et imposer nos revendications !



**UNION DES ÉTUDIANTS COMMUNISTES
PARIS DIDEROT - INALCO**

pour adhérer : uec.paris7@gmail.com

ou inalco.uec@gmail.com



NOS REVENDICATIONS ?

✓ LA CONSTRUCTION DE RÉSIDENCES ÉTUDIANTES SUPPLÉMENTAIRES ET LA RÉNOVATION DE CELLES EXISTANTES

✓ DE L'ARGENT POUR LES LOGEMENTS, POUR LES ÉTUDES, POUR LES SALAIRES, PAS POUR LES GUERRES ET LES PROFITS CAPITALISTES

✓ L'ANNULATION DE LA HAUSSE DE LA TVA ET LE RETRAIT DU « PACTE DE RESPONSABILITÉ »

✓ L'AUGMENTATION DES BOURSES ÉTUDIANTES, EN NOMBRE ET EN VALEUR

✓ LA TRANSFORMATION DES CONTRATS PRÉCAIRES (STAGES, INTERIM, CDD) EN CDI



FACE A LA MONTÉE DE L'EXTRÊME-DROITE, UN SEUL REMPART : UNIR LES TRAVAILLEURS ET COMBATTRE LE CAPITALISME

Les scores du Front National aux dernières élections sont alarmants. Pour la première fois, il obtient plus de 1.000 conseillers municipaux, gagne de nombreuses villes et rentre au Sénat.

Ces derniers mois, il se présente comme le parti anti-système et renvoie dos à dos PS et UMP. En cela, il est bien aidé par les grands médias qui lui assurent une couverture médiatique quotidienne et massive. Le gouvernement, lui, joue avec le feu: la nomination de Valls comme 1er ministre a assuré une surenchère dans les discours racistes et autoritaires.

LE ROLE DU FN, C'EST DÉTOURNER LA COLÈRE POPULAIRE ET ATTISER LE NATIONALISME POUR MIEUX DÉFENDRE LE SYSTÈME

L'objectif du FN est toujours le même, malgré ses discours et sa démagogie sociale : attiser la haine entre les travailleurs et les diviser pour mieux défendre le patronat et les plus riches.

Systématiquement, le FN prend position contre les grèves et les revendications salariales. Pour empêcher que la colère populaire n'éclate en luttes de résistances ou de conquêtes sociales, il essaye de la canaliser dans une perspective électorale et chauviniste, de la détourner vers le racisme.

Ces jours-ci, face à la dérive à droite du PS et de l'UMP, face à la montée de l'extrême-droite, les communistes continuent leur combat d'hier pour faire barrage au fascisme :

Unir les travailleurs dans la lutte, défendre nos acquis sociaux attaqués par le gouvernement, et renverser le capitalisme.

Qui sont les étudiants communistes ?

Les étudiants communistes sont ceux qui mènent la lutte des classes à l'université. Pour défendre nos droits, améliorer nos conditions de vie et d'étude, nous nous organisons sur chaque fac. Nous combattons le capitalisme, la propriété privée des moyens de production et l'exploitation. Nous combattons pour la révolution, le pouvoir aux travailleurs, et la mise en commun des moyens de production : le socialisme.

Tu peux nous rejoindre pour participer à nos activités militantes et assister à nos réunions.



J'adhère à l'Union des Étudiants Communistes de Paris - 7 :

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Mail :

- En main propre à un militant communiste

- Par mail : uec.paris7@gmail.com ou inalco.uec@gmail.com

<http://uecparis7.wordpress.com/>

La politique du gouvernement , ça suffit !

CONSTRUISONS

L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ !



La politique du gouvernement : encore des cadeaux au MEDEF

De nouveau, le gouvernement Valls veut offrir des dizaines de milliards d'euros au patronat sous forme de baisse de cotisations sociales.

Pour financer ces cadeaux au MEDEF, ce sont 50 milliards d'euros de coupes budgétaires d'ici 2017 qui sont envisagées dans les dépenses de l'État, des collectivités territoriales et de la protection sociale. Le budget pour 2015 c'est d'ores et déjà 21 milliards d'euros de coupes prévues dans les dépenses publiques.

Les actionnaires sont les grands gagnants. Leurs dividendes ont augmenté de 30 % au second trimestre 2014 comparés au même trimestre de l'année précédente.

Cette politique libérale nous mène dans le mur

Ce pacte d'irresponsabilité et la politique suivie par François Hollande et Manuel Valls enfonce encore plus notre pays dans une grave crise. Le chômage s'enracine, la précarité et la pauvreté s'accroissent et les protections sociales sont rognées.

L'ensemble de celles et ceux qui avaient permis la défaite de Nicolas Sarkozy se retrouvent désorientés par cette politique contraire aux valeurs de la gauche. La crise alimente le repli, la xénophobie et tous les racismes et font reculer les principes républicains d'égalité et d'universalité.

Inspirée par les exigences du MEDEF, la fuite en avant autoritaire et néolibérale de ce pouvoir est contestée au sein même de sa majorité politique. Ce gouvernement se retrouve ainsi de plus en plus illégitime.

**FRONT
DE GAUCHE**

www.placeaupleuple.fr

Une alternative existe !

Ce n'est pas de coupes drastiques dans les dépenses publiques dont le pays a besoin mais au contraire de plus de services publics, de protection sociale et d'investissements publics. Des alternatives existent à condition de répartir autrement les richesses, de partir des besoins sociaux, de répondre à l'urgence environnementale et climatique par la planification écologique et de désobéir aux diktats austéritaires de Bruxelles.

Pour imposer sa politique, le président de la République s'appuie sur les institutions antidémocratiques de la Ve République. Partout la souveraineté populaire est contournée. Une refondation démocratique avec comme perspective la VIe République s'avère comme un moyen essentiel de sortie de la crise.

Construisons la mobilisation citoyenne !

Dans cette situation, les mobilisations sociales, les réactions citoyennes sont indispensables pour casser l'offensive du gouvernement et du Medef.

Le Front de gauche est favorable à la constitution d'un très large front de résistance pour mettre en échec la politique du gouvernement, un rassemblement d'organisations syndicales, d'associations et de partis politiques et qui constitue un premier pas vers une dynamique citoyenne plus large.

Au plan politique le Front de gauche souhaite faire débattre et converger celles et ceux, organisations, courants, citoyens et citoyennes, opposé-e-s aux choix du pouvoir actuel, qui veulent contribuer à un rassemblement majoritaire portant une alternative sociale, démocratique et écologique.

Le Front de Gauche est partie prenante de l'appel d'associations, de syndicats et de forces politiques progressistes à une journée de mobilisation nationale unitaire le 15 novembre avec de grandes manifestations à Paris et dans les régions contre le budget et la politique du gouvernement, contre le MEDEF et pour une alternative aux politiques d'austérité.

Une autre politique à gauche est possible.

Le Front de Gauche s'adresse pour cela à toutes celles et tous ceux qui, souhaitent une politique en rupture avec la financiarisation de la société et le productivisme.

L'alternative à l'austérité, c'est possible !

Retrouvez toute l'actualité du Front de Gauche sur le site :

www.placeaupeuple.fr

Parti Communiste Français - Parti de Gauche - Ensemble
Gauche Unitaire - République et Socialisme
Parti Communiste des Ouvriers de France

Bonjour à tous et à toutes,

Décidément je me fais rare. Je crois que je ne vous ai pas donné de nouvelles depuis la fin du mois de juin et je m'en excuse.

D'abord il y a eu l'été, les vacances mais je suis rentrée depuis la mi août.

A ma décharge, j'ai redémarré sur les chapeaux de roue.

D'abord en participant à l'écriture d'un petit bouquin "**Gauche, ne plus tarder**" dans la suite de l'appel du même nom paru dans Libération le 1er juillet dernier et que je vous avais annoncé dans mon dernier message. Pour lire l'appel :

http://www.liberation.fr/politiques/2014/07/01/gauche-ne-plus-tarder_1054620

Pour en savoir plus sur le livre

<http://www.editions-arcane17.net/content/gauche-ne-plus-tarder>

J'y ai écrit un papier que j'ai intitulé avec un peu de prétention sans doute "**Plaidoyer pour un nouveau monde**" qui reprend et développe un certain nombre de points qui me tiennent à cœur alors que l'actualité notamment au Proche Orient, et encore plus la façon dont elle est le plus souvent traitée me donnent de plus en plus envie de hurler. Un certain relativisme culturel fait de plus en plus son œuvre comme si certains voulaient donner raison à Samuel Huntington ; le diable vert remplaçant de plus en plus le diable rouge et nos compatriotes musulmans étant sommés de se démarquer de la barbarie de Daesh. Plus que jamais, je pense que la question de l'hégémonie culturelle doit être notre combat premier et que nos batailles ne peuvent se situer uniquement sur le terrain économique. Je l'ai résumé à ma façon à la Fête de l'Humanité quand on m'a demandé de décrire ma gauche: "**MoiMaGauche elle est diverse, plurielle, rebelle. Elle n'a pas peur ni de l'autre, ni de l'avenir.**" Pour voir le résultat en image http://vivelepcf.fr/category/1_pcf/page/2/

Ensuite, j'ai sillonné **les universités d'été**. D'abord, l'université européenne des mouvements sociaux organisée par ATTAC à Paris, puis celle d'Ensemble à Pau et enfin celle du PCF aux Karelis. A chaque fois, j'ai eu l'occasion de me ressourcer au plan intellectuel mais aussi et surtout au plan humain. Les débats ont partout été d'une grande qualité, me permettant de confronter mon point à d'autres sensibilités mais aussi de me nourrir de ces contacts humains et militants dont j'ai tant besoin et qui me sont si chers..

J'ai fait le point sur tout cela dans ma chronique de septembre pour le Travailleur Alpin (TA)

Il y a eu aussi la préparation de **l'Assemblée de rentrée du Front de Gauche** le 6 septembre et le bilan que nous pouvons en tirer maintenant. Pour moi, cette réunion est source d'espoir après quelques semaines plutôt maussades aux lendemains des élections européennes. Cette réunion a permis de montrer que ceux et celles qui voulaient continuer à travailler ensemble étaient encore nombreux que ce soit au niveau local avec les assemblées citoyennes ou au niveau national avec un certain nombre de fronts thématiques. Mais on peut aussi faire autrement. Je suis persuadée de tout cela depuis longtemps moi qui rencontre tant de nos camarades ici ou là et qui essaye de travailler avec le plus grand nombre au delà des cercles militants du front du Gauche. La campagne des élections européennes dans le sud est à d'ailleurs été exemplaire en ce domaine. que tous ceux et toutes celles qui y ont participé en soient une fois encore remercié(e)s. Les possibles sont donc là et il faut continuer à y travailler pour montrer notamment que certains ont enterré un peu vite le Front de Gauche et même plus largement la Gauche. D'ores et déjà, une nouvelle réunion est programmée début décembre et d'autres initiatives vont avoir lieu. **Nous pouvons aller de l'avant si nous sommes capables de faire converger les choses, de voir d'abord ce qui nous rassemble au lieu de nous crispier sur nos différences.**

Je note d'ailleurs que celles-ci sont surtout tactiques. C'est pourquoi je pense (et c'est une des choses que j'ai dites le 6 septembre) qu'**il faut séparer le court terme : le temps de la tactique électorale, le moyen terme : celui de la stratégie politique et le long terme : celui de la construction du projet politique.** Et ce temps là, ne peut, ne doit pas se limiter à 2017, ce sera malheureusement un temps beaucoup plus long qui doit se nourrir des expériences de nos camarades ailleurs en Europe notamment en Grèce et en Espagne mais aussi au sud et notamment en Amérique du sud.

Tout cela vaut en interne du Front de Gauche mais aussi au delà. Nous devons savoir **ouvrir les portes et les fenêtres et travailler avec toutes celles et tous ceux qui croient que d'autres politiques sont possibles** (qu'ils appartiennent à d'autres formations politiques, qu'ils soient militants syndicaux ou associatif sou simplement citoyens ayant envie de s'engager dans la construction d'une alternative.

Ensemble, nous sommes plus forts.

Pour ma part, je vais continuer de m'y employer partout où je le pourrais en privilégiant bien sûr les thèmes qui me sont chers et en étant sur ces sujets notamment à la disposition de ceux et celles qui veulent y travailler avec moi.

Je suis tout particulièrement préoccupée en ce moment, par la façon dont sont traitées **les questions migratoires.**

J'ai dit un certain nombre de choses sur ce sujet dans une interview que m'a accordée le journal L'Humanité le 3 septembre dernier. Vous pouvez la lire ou la relire en cliquant sur le lien ci dessous

<http://www.humanite.fr/politique-migratoire-il-faut-arreter-de-considerer-que-le-sud-veut-envahir-le-nord-550845>.

Je reviens aussi de **Lampedusa** où j'ai participé au festival Sabir qui a commémoré les 368 victimes du naufrage du 2 octobre 2013. A l'époque, on a entendu beaucoup de belles promesses mais un an après, malgré l'opération Mare Nostrum, lancée par les autorités italiennes qui a effectivement permis de sauver de nombreuses vies humaines, la Méditerranée est toujours un cimetière marin. Pire, depuis le 1er janvier de cette année, on a déjà dénombré plus de 3 300 victimes. un record absolu si je peux me permettre une telle énonciation, qui a fait dire à l'OMI, l'Office des migrations internationales (organisme placé auprès de l'ONU), que l'Europe était désormais le continent le plus dangereux pour les migrants irréguliers.

Et la réponse est toujours plus sécuritaire. A tel point que les États membres s'apprêtent à lancer une opération de police de grande envergure la semaine prochaine qu'ils ont appelée "**Mas Noerum**". Ce n'est pas la 1ère opération de c'est la première d'une telle envergure (tous les États de l'UE plus les non UE de l'espace Schengen avec des moyens techniques plus que jamais renforcés grâce à l'appui d'Europol et de Frontex mais c'est une opération purement policière et donc menée par les États membres sous la houlette de la Présidence italienne qui réside actuellement le Parlement européen. Voir le communiqué de la GUE/NGL (Gauche unitaire européenne /Gauche verte nordique, mon groupe au Parlement européen

<http://www.guengl.eu/news/article/gue-ngl-news/police-roundup-operation-of-undocumented-migrants-must-be-called-off>. (je mets la traduction française en fin de mél).

Je vous invite à **prendre date pour la soirée du 10 décembre**, date à laquelle j'ai l'intention de faire une initiative pour essayer de donner à voir une autre vision de ces questions.

Enfin, quelques mots sur ce qui occupe actuellement le Parlement européen, c'est à dire **l'audition des futurs commissaires européens**, proposés par le nouveau Président de la Commission, Jean Claude Juncker, et qui ne seront réellement désignés qu'après le vote du Parlement européen justement qui aura lieu lors de la réunion plénière de fin octobre.

Là aussi, je viens de faire une chronique pour mes ami(e)s du Travailleur alpin que j'ai intitulée "**Petite cuisine entre ami(e)s**". Au moment où j'ai écrit ces lignes, tout n'était pas encore joué. Aujourd'hui, j'avoue que je suis encore plus en colère, tant les petits jeux de couloirs entre responsables des principaux groupes du Parlement européen ont été insupportables. Au final, la libérale slovène, Aleka Bratusek, ancienne Première ministre qui s'était auto désignée comme commissaire européenne, servira de fusible et devrait être remplacée par l'actuel vice-première ministre slovène. Les plus contestés et surtout contestables dont le PPE espagnol Miguel Canete (très lié à l'industrie pétrolière et qui sera en charge de l'énergie et du climat) et le Hongrois Tibor Navracsics (proche de Victor Orban, ancien ministre de l'administration et de la justice et donc l'homme qui a mis en place toutes les réformes liberticides en Hongrie et qui sera en charge de la culture, de l'éducation et l'audiovisuel) ont à peine été écornés. Les socialistes leur ont apporté leurs voix au final craignant des représailles contre Pierre Moscovici. Vous avez dû suivre ces péripéties. Les uns et les autres se sont livrés à des petits jeux de chantage dont je vous épargne les détails. En bref, ce fut du grand guignol et j'ai eu une forte impression de perdre mon temps.

En un mot, cette Commission ne vaut pas mieux que la précédente et la composition des porte-feuilles des commissaires est plus que jamais incompréhensible. Si vous en regardez le détail, vous verrez qu'à quelques exceptions près, on y trouve du marché presque partout sinon dans l'énoncé desdits porte-feuilles du moins dans les lettres de mission des commissaires qui explicitent leur mandat à venir.

Et quand on ajoute à cela, des majorités sans doute plus à géométrie variable que jamais, les cinq années qui viennent ne vont pas être simples.

Voilà je termine mon envoi sur ces notes pas très optimistes. Je vous souhaite bonne lecture et vous redis que vos commentaires sont toujours les bienvenus.

A bientôt sans doute
Marie Christine

La version française du communiqué de la GUE/NGL sur Mas Noerum

L'opération de police consistant à rafler des migrants sans papiers doit être annulée !

Les députés de la GUE/NGL ont condamné de la manière la plus ferme qu'il soit une opération européenne impliquant la mise en place de mesures de sécurité accrues au sein de l'espace Schengen - dans les aéroports, les gares et aux postes frontières - dans une tentative, selon les dirigeants européens, d'enrayer ce qu'ils décrivent comme la migration "illégal".

Le groupe GUE/NGL a envoyé une lettre ouverte au Conseil Justice et Affaires Intérieures décrivant ses préoccupations quant à cette nouvelle opération, baptisée « Mos maiorum ».

Mos Maiorum, qui aura lieu du 13 au 26 Octobre, sera coordonné par le ministère italien de l'Intérieur, en étroite coopération avec Frontex et Europol.

Pour la GUE/NGL, cette opération est très préoccupante car elle entre en contradiction avec le droit de demander une protection internationale, en ignorant le fait que la majorité des demandeurs d'asile fuient la guerre ou l'oppression. Cette opération n'aura pour seul résultat que l'augmentation du nombre de migrants retenus dans des centres de détention.

Dans un contexte d'instabilité mondiale et de crise, c'est l'absence de voies légales pour accéder au territoire européen qui a conduit à la hausse exponentielle du nombre de migrants entrant dans l'espace Schengen sans documents.

Plutôt que de criminaliser et de mettre en danger davantage les migrants en effectuant des rafles, les dirigeants européens doivent travailler à développer des moyens légaux et sûrs d'obtenir la protection en Europe pour les femmes, les hommes et les enfants en danger.

Nous avons besoin d'une réponse collective européenne pour la recherche et le sauvetage en Méditerranée ainsi qu'une suspension du règlement de Dublin.

Nous avons également besoin d'établir des mécanismes pour permettre la reconnaissance mutuelle de la protection internationale dans tous les États membres de l'UE, et de s'assurer que les normes les plus élevées dans les procédures d'asile, d'accueil, et de qualification soient mises en place afin de s'assurer que les droits fondamentaux des migrants et des demandeurs d'asile soient respectés

Drôle de rentrée

Chronique de septembre pour le Travailleur Alpin

Nous sommes parti(e)s en vacances encore sous le coup des résultats des élections municipales et européennes marqués par la montée de l'extrême droite, une abstention majeure à gauche et un Front de Gauche incapable de capitaliser, d'agrèger les mécontentements.

Nous savions déjà que le gouvernement ne tirerait aucune conclusion du résultat des élections européennes. La nomination de Manuel Valls au poste de Premier ministre aux lendemains des municipales ne nous avait laissé aucune illusion. François Hollande, droit dans ses bottes, ne bougerait pas d'un iota. Mais la composition du gouvernement Valls II et surtout les conditions dans lesquelles elle est intervenue en a quand même rajouté une louche. Emmanuel Macron en est le triste symbole. Plus le nombre de voix qui dénoncent ces politiques mortifères pour le peuple et pour le pays s'accroît, plus ceux qui prétendent nous gouverner réaffirment qu'eux seuls ont raison. C'est désormais, je ne veux voir qu'une seule tête. En Mars, les écologistes avaient quitté le gouvernement. Aujourd'hui, ce sont les ministres "socialistes" qui osaient encore critiquer à minima les orientations élyséennes qui se font sortir.

Il est grand temps de réagir. Gauche, ne plus tarder, comme nous l'avons écrit dans un appel signé en juillet1.

Il est grand temps de reconstruire un projet de transformation sociale, écologiste et solidaire en unissant toutes les forces de ceux et celles qui pensent encore que d'autres politiques sont possibles.

Cela prendra du temps et ne se limitera pas aux prochaines échéances électorales quelle que soit l'importance de celles-ci. J'ai sillonné plusieurs universités d'été (celle des mouvements sociaux et du Front de Gauche depuis la fin du mois d'août et j'y ai vu tant de convergences que je me dis que les possibles sont là à portée de mains. Encore faut-il être capable de créer le mouvement, de reprendre l'initiative pour redonner de l'espoir et de faire converger les forces.

Il est temps de faire taire les querelles qui portent moins sur le fond que sur la tactique à condition de bien vouloir travailler ensemble sans anathème, sans exclusive, sans prétendre imposer des solutions toutes faites. Il faut partir des réalités concrètes, donner de l'espace à ceux et celles qui se battent au quotidien.

Je continuerai à me battre pied à pied dans le cadre du Front de Gauche notamment en participant à l'assemblée de rentrée du 6 septembre mais aussi au Parlement européen avec mes collègues et ami(e)s de la Gauche unitaire européenne, Gauche verte nordique.

Non monsieur Valls, la Gauche n'est pas morte.

1 Les signataires de cet appel ont décidé de poursuivre en apportant leurs contributions dans un petit bouquin appelé lui aussi "Gauche ne plus tarder" en vente aux éditions Arcade 17. Les auteurs, 10 femmes sur 13, représentent assez largement la diversité de ceux et celles qui sont à la Gauche du Parti socialiste

Petite cuisine entre ami(e)s

Chronique d'octobre pour le Travailleur Alpin

Drôle d'ambiance au Parlement européen en ce moment.

On a plus que jamais l'impression d'être dans une bulle. Il n'y est question que des auditions des commissaires européens et les couloirs bruissent du nom de ceux (ou de celles) qui n'auraient pas l'agrément du Parlement européen alors qu'à l'extérieur, tout le monde pense que la nouvelle Commission est installée depuis que Jean-Claude Juncker en a donné la liste et que celle-ci a été approuvée par le Conseil européen (celui des chefs d'État et de gouvernement).

Or, les commissaires (un par État membre) doivent avoir l'imprimatur du Parlement européen ce qui sera fait, au mieux, lors de la plénière du Parlement européen fin octobre.

D'ici là, les jeux de rôles s'organisent. Chaque candidat présenté par Jean Claude Juncker doit passer un grand oral devant la ou les commissions parlementaires compétentes. C'est assez formel mais certains y réussissent mieux que d'autres.

Ainsi le commissaire grec, Dimitris Avramopoulos, proposé pour "migration et affaires intérieures" nous a fait un grand numéro. Bien briefé et vieux briscard de la politique (ancien maire d'Athènes et plusieurs fois ministre), il a dit exactement ce qu'il fallait dire pour éviter un rejet du Parlement européen. Peu importe que la Grèce soit un des pires pays de l'UE en ce qui concerne les conditions de rétention des migrants en situation irrégulière, un de ceux qui les refoulent vers la Turquie au mépris du droit d'asile et qu'il soit pleinement responsable de ces politiques, étant actuellement ministre de la Défense après avoir été ministre des Affaires étrangères de son pays.

A l'inverse, Věra Jourová, la libérale tchèque a très mal résisté à l'épreuve, sans doute pas à la hauteur d'un portefeuille très large et pour le moins hétéroclite : "Justice, consommateurs, et égalité des genres". C'est elle qui serait chargée des droits fondamentaux et notamment la question des Roms. On craint le pire...

A chaque renouvellement de la Commission, il est de bon ton, que le Parlement européen montre son importance et pousse vers la sortie un ou deux commissaires.

Aujourd'hui, les deux plus menacés sont deux PPE (Parti populaire européen), l'Espagnol, Miguel Arias Cañete et le Hongrois, Tibor Navracsics.

Le 1er censé être chargé de l'énergie et du climat est un pro nucléaire avéré, qui vient de vendre ses parts dans deux entreprises pétrolières, d'où un conflit d'intérêt avéré. 300 000 citoyens dont 76 député(e)s européens et notamment ceux et celles de la GUE/NGL ont signé une pétition contre sa nomination. Et en prime, c'est un macho tout aussi avéré. Durant la campagne européenne, il a osé dire qu'il était toujours compliqué pour un homme de débattre avec une femme car, en montrant sa supériorité intellectuelle, on peut paraître sexiste.

Quant au Hongrois, Tibor Navracsics, proche de Orban, c'est le ministre qui a porté les réformes les plus liberticides du FIDEZC dont les lois sur la presse et les ONG, le portefeuille qu'on voudrait lui confier comprend "Culture, éducation, jeunesse et citoyenneté" et intègre le suivi de l'audiovisuel.

C'est une vraie provocation.

La droite européenne est donc en 1ère ligne. Au moment où j'écris ces lignes, six commissaires sont mis en cause et puisqu'il fallait sacrifier un socialiste, Pierre Moscovici est en 1ère ligne.

Au final, tout ceci n'a pas grand intérêt, même si le Parlement européen peut jouer sur les marges en tentant d'exclure les plus contestables, cela ne change en rien la logique de cette Commission plus que jamais orientée sur le marché que l'on retrouve dans nombre de portefeuilles.

Pour la GUE/NGL ce sera non en bloc.

Pierre Laurent sera sur la frontière turco-syrienne du 27 au 29 octobre

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti Communiste Français (PCF), conduira une délégation à la frontière turco-syrienne face à Kobané, du 27 au 29 octobre, à la rencontre des populations réfugiées

À la veille de la journée mondiale de solidarité avec Kobané, le 1er novembre prochain, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, président du Parti de la gauche européenne (PGE) et sénateur de Paris, conduira du 27 au 29 octobre une délégation de son parti au Kurdistan turc à la rencontre des populations kurdes qui, attaquées par l'organisation « État islamique », ont été sauvées et accueillies par les villes de Turquie dirigées par le BDP (Parti pour la paix et la démocratie) et le HDP (Parti de la démocratie du peuple)", a annoncé l'entourage de M. Laurent.

Le dirigeant communiste se rendra à Diyarbakir, Mardin et son district, puis à Suruç à la frontière turco-syrienne face à la ville de Kobané pour y " manifester la solidarité de toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés depuis des semaines pour que la France apporte son soutien aux résistants kurdes et aux réfugiés".

Pierre Laurent rencontrera "des parlementaires, les représentants de différentes forces politiques et les autorités des villes engagées dans la solidarité, et exposera à cette occasion les propositions de son parti pour une conférence multilatérale sous égide de l'ONU pour la paix et le développement du Proche-Orient".

La délégation est formée de Lydia Samarbakhsh, membre de la Coordination nationale du PCF et responsable des relations internationales, Danielle Lebaïl, responsable du réseau PCF-Kurdistan et conseillère régionale Rhône-Alpes, et Sylvie Jan, présidente de l'Association France Kurdistan Solidarité.

La délégation du PCF sera rejointe par une délégation du PGE formée de représentants de Die Linke (Allemagne), de Syriza (Grèce), de l'ODP (parti turc), du Parti rouge et vert du Danemark, de Rifondazione (Italie) et de la Gauche unie (Espagne).

Les autorités ukrainiennes échouent à faire interdire le Parti Communiste (KPU)

Communiqué du Parti Communiste d'Ukraine (KPU)

Aujourd'hui, le 22 octobre 2014, le tribunal administratif du district de Kiev étudiait la demande du ministère de la Justice visant à interdire le Parti Communiste d'Ukraine.

Étant donné l'absence totale de preuves contre le Parti communiste, accusé d'avoir commis des actes illégaux, par conséquent, le tribunal a été contraint de reporter, à une date ultérieure, et une fois de plus, l'audience contre le Parti.

Ainsi, la tentative du régime oligarchique-nationaliste au pouvoir d'interdire les activités du Parti communiste, sur la base d'accusations forgées de toutes pièces, pour exclure le Parti Communiste des élections, a échoué.

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

